72E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GLORIEUSE RÉVOLUTION

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LES VŒUX DE SOUVERAINS, DE PRÉSIDENTS DE PAYS FRÈRES ET AMIS ET DE RESPONSABLES D'INSTANCES INTERNATIONALES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu des messages de vœux de souverains, de présidents de pays frères et amis et de responsables d'instances internationales, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

P.3

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Mercredi 24 Joumada El Ouela 1448 - 4 Novembre 2026 - N° 1423 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

EN MARGE DES TRAVAUX DE LA 56E SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'INFORMATION

M. MOHAMED BOUSLIMANI VISITE LE SIÈGE DE L'ÉTABLISSEMENT ÉGYPTIEN "AL-AHRAM"



Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a visité, mardi en République arabe d'Egypte, le siège de l'établissement égyptien "Al-Ahram", en marge de sa participation aux travaux de la 56e session du Conseil des ministres arabes de l'Information, tenue les 3 et 4 novembre au siège du Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, indique un communiqué du ministère.

P.16

COOPÉRATION CULTURELLE

Mme BENDOUDA ET SON HOMOLOGUE SAOUDIEN VISITENT LE SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, accompagnée du ministre de la Culture du Royaume d'Arabie saoudite, Son Altesse, le Prince Bader bin Abdullah bin Farhan Al Saoud, a effectué mardi une visite au Salon international du livre d'Alger (SILA), auquel le Royaume participe en tant qu'invité d'honneur.

P.7

L'ALGÉRIE VEUT UN SYSTÈME NATIONAL DE FINANCEMENT CLIMATIQUE

LE PREMIER MINISTRE APPELLE À LA MOBILISATION DE TOUS LES ACTEURS



P.4

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a déclaré mardi à Alger que la création d'un système national de financement climatique demande la participation de tous : les secteurs économiques et financiers, les universités, les centres de recherche et les experts internationaux. Il faut aussi une coordination efficace pour que les politiques publiques dans ce domaine soient cohérentes.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

LE FMI MET EN AVANT LES PROGRÈS RÉALISÉS PAR L'ALGÉRIE

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en avant les progrès réalisés par l'Algérie dans sa démarche de diversification économique, faisant état des signes "encourageants" dans ce domaine, et saluant la stratégie nationale fondée sur les grands projets d'investissement, la promotion de la production et des exportations ainsi que les investissements dans plusieurs secteurs hors hydrocarbures.

P.16

ACTUALITÉS NATIONALES

DIALOGUE SOCIAL, POUVOIR D'ACHAT ET PROTECTION DES SALARIÉS

L'UGTA PLAIDE POUR UNE MEILLEURE PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a, lors de son passage dans l'émission « L'Invité du jour », diffusée par la Radio nationale, présenté les principales préoccupations de l'UGTA liées à la situation des salariés algériens, tous secteurs confondus.

Par Malika Azeb

M. Takdjout a exposé plusieurs propositions destinées à la protection de cette catégorie de la société, telles que l'élargissement des augmentations salariales au secteur privé, la révision de la législation du travail, la protection des travailleurs contractuels et la lutte contre le harcèlement professionnel.

Ce responsable a également abordé les questions liées au pouvoir d'achat, à la spéculation et au dialogue avec les organisations patronales.

Dans la perspective de l'élaboration du projet de loi de finances 2027, M. Takdjout a souligné la nécessité de maîtriser la hausse des prix et les pratiques spéculatives, estimant que les dernières augmentations des salaires doivent impérativement être accompagnées de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des ménages.

Étant donné que les revalorisations salariales diffèrent d'un secteur à l'autre, selon les capacités financières de chaque entreprise, face à cette situation, ce responsable préconise l'organisation de rencontres nationales consacrées à l'inflation et à la spéculation, et ce, avec le concours des syndicats, des organisations politiques, des associations et des acteurs économiques, en vue d'élaborer des propositions concrètes et de contribuer à une meilleure régulation du marché.

Afin d'identifier les difficultés rencontrées par les entreprises, d'anticiper les tensions et de rechercher des solutions concertées, le secrétaire général de l'UGTA s'est montré favorable à la reprise du dialogue entre les partenaires sociaux et l'organisation syndicale.

M. Takdjout a rappelé que les revalorisations salariales prévues pour les années 2025 et 2026, ainsi que le nouvel engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'année 2027, doivent bénéficier aussi bien aux fonctionnaires qu'aux salariés des entreprises économiques. La revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG) s'inscrit dans cette démarche d'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

Évoquant la situation des travailleurs contractuels, le responsable de l'UGTA dénonce cette situation d'instabilité professionnelle, tout en proposant l'engagement de discussions avec les partenaires sociaux pour étudier les possibilités d'intégration de ces salariés dans des emplois stables et permanents.

Il a également appelé à une meilleure protection des travailleurs en cas de rupture de contrat ou de licenciement pour motif économique, notamment concernant le respect des indemnisations prévues par la réglementation.

D'autre part, Amar Takdjout a plaidé pour un élargissement de la représentation syndicale aux catégories professionnelles insuffisamment organisées. Le but est de leur permettre de défendre leurs intérêts et de participer pleinement au dialogue social.

Sur le plan législatif, l'UGTA a élaboré plusieurs propositions d'amendement concernant les textes adoptés en 2023 sur l'exercice du droit syndical, la prévention et le règlement des conflits collectifs de travail, ainsi que le droit de grève.

Selon lui, une commission de l'UGTA a travaillé sur ces dossiers et a transmis ses propositions au ministère du Travail depuis six à sept mois. Les amendements concernent notamment les relations de travail, les droits syndicaux et la situation des travailleurs indépendants. Le syndicat souhaite désormais ouvrir des discussions avec les pouvoirs publics et les organisations patronales afin d'examiner les modifications possibles.

Dans le volet lié à la santé mentale des travailleurs, le syndicaliste a indiqué que son organisation mène, en collaboration avec les organismes internationaux, des actions de sensibilisation, des séminaires et des conférences sur la violence morale, le burn-out et les différentes formes de harcèlement.

Afin de mieux mesurer l'ampleur de ces phénomènes et d'adapter les dispositifs de prévention, l'intervenant souhaite disposer de données plus précises auprès de la Sécurité sociale et de la médecine du travail.

La responsabilité de garantir un environnement professionnel sain incombe à tous les acteurs de l'entreprise, particulièrement aux dirigeants et aux responsables hiérarchiques, a également souligné ce responsable, rappelant que la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs constitue une obligation légale et une condition essentielle à leur épanouissement professionnel.

MA

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

LE FMI MET EN AVANT LES PROGRÈS RÉALISÉS PAR L'ALGÉRIE

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en avant les progrès réalisés par l'Algérie dans sa démarche de diversification économique, faisant état des signes "encourageants" dans ce domaine, et saluant la stratégie nationale fondée sur les grands projets d'investissement, la promotion de la production et des exportations ainsi que les investissements dans plusieurs secteurs hors hydrocarbures.

Dans une publication sur son site web, l'institution financière internationale a indiqué que l'Algérie "a réalisé des progrès encourageants en vue de diversifier son économie", soulignant que ses ressources naturelles, ses investissements, ses réformes et ses liens avec les marchés africains et européens constituent autant d'"atouts importants" sur lesquels elle peut s'appuyer.

Le Fonds a également relevé des "signes encourageants" montrant que les efforts de diversification de l'économie algérienne "commencent à porter leurs fruits", précisant que la contribution des secteurs hors hydrocarbures au produit intérieur brut (PIB) réel et aux exportations de marchandises a progressivement augmenté, tandis que les recettes des exportations hors hydrocarbures ont enregistré une croissance au cours de la dernière décennie.

Dans ce contexte, le FMI a souligné que la stratégie économique de l'Algérie repose notamment sur la réalisation de grands projets d'investissement et le développement de la production et des exportations hors hydrocarbures, couvrant en particulier les secteurs minier, de la sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que le développement important des infrastructures de transport et de commerce.

L'institution a également mis en exergue les mesures de facilitation prises par les pouvoirs publics, parallèlement au renforcement de la gouvernance et à la facilitation des échanges commerciaux, notamment à travers les réformes engagées dans les domaines de l'investissement, du foncier économique et des mines, ainsi que la mise en place du guichet unique national de l'investissement.

Abordant le secteur énergétique en Algérie, le FMI a souligné que l'Algérie figure parmi les principaux exportateurs d'énergie en Afrique et entretient des liens étroits avec les marchés énergétiques européens, relevant que le secteur des hydrocarbures constitue l'un des "atouts" de l'économie nationale.

RE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RÉUNION MULTISECTORIELLE POUR LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, mardi, les travaux de la 6ème réunion multisectorielle consacrée au suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'intelligence artificielle, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a été l'occasion de présenter un exposé sur "l'état d'avancement des travaux des commissions thématiques formées selon les grands axes stratégiques", précise le communiqué.

Concernant les données et les infrastructures, la réunion a permis de présenter "le plan de mise en œuvre relatif à l'axe des données et à l'acquisition des infrastructures nécessaires, les différentes opérations, les délais de réalisation, ainsi que les indicateurs de suivi et de performance ayant été définis avec précision, dont l'exécution débutera à compter du 11 novembre en cours".

Les grands modèles de langues ont également été passés en revue, à travers "la présentation de l'état d'avancement de la réalisation d'un modèle linguistique dédié à la législation fiscale algérienne, sachant que 98% des documents juridiques et réglementaires pertinents ont été collectés".

La réunion a en outre porté sur la question du doctorat en intelligence artificielle, à travers "un recensement préliminaire des propositions de 46 établissements universitaires prêts à s'impliquer dans le projet d'école de doctorat en intelligence artificielle et des écoles de doctorat thématiques dans les domaines prioritaires, qui permettront de traiter les préoccupations fondamentales de chaque secteur".

Dans le même sillage, il est prévu "de finaliser la rédaction du projet d'arrêté d'habilitation de la formation d'ici 15 jours et d'annoncer le calendrier d'organisation du concours", conclut le communiqué.

RE

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA

Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 028 133 750
0558 765 425
0771 727 632
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

72E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GLORIEUSE RÉVOLUTION

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LES VŒUX DE SOUVERAINS, DE PRÉSIDENTS DE PAYS FRÈRES ET AMIS ET DE RESPONSABLES D'INSTANCES INTERNATIONALES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu des messages de vœux de souverains, de présidents de pays frères et amis et de responsables d'instances internationales, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

Dans ce cadre, le roi du Royaume hachémite de Jordanie frère, Abdallah II ibn Al Hussein, a adressé un message de vœux au président de la République, dans lequel il a souhaité que "cette occasion se renouvelle pour le président de la République dans la plénitude de sa santé". Il a également souhaité "davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien".

De son côté, sa Majesté l'Empereur du Japon, Naruhito, a "adressé ses vœux les plus chaleureux au président de la République, lui souhaitant une santé et un bonheur durables, ainsi que davantage de prospérité et de progrès au peuple algérien", soulignant, par là même, "la solidité des liens d'amitié et de coopération entre l'Algérie et le Japon, au service des intérêts des deux pays et peuples amis".

Pour sa part, le président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, a adressé ses vœux au président de la République, soulignant que "les relations algéro-russes reposent sur des traditions d'amitié et de respect mutuel".

Dans son message de vœux, il s'est dit convaincu que "le renforcement des relations de partenariat stratégique approfondi répondra pleinement aux intérêts de nos deux peuples et contribuera à la consolidation de la sécurité et de la stabilité en Afrique et au Moyen-Orient".

Le président de la République a également reçu les vœux du président de la République islamique de Mauritanie, pays frère, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui lui a réaffirmé "son attachement au renforcement et au développement des relations de coopération entre les deux pays frères".

Le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, a, lui aussi, adressé ses meilleurs vœux au président de la République ainsi qu'au peuple algérien frère et ami, se félicitant du "niveau stratégique atteint par les relations d'amitié et de fraternité enracinées entre la Turquie et l'Algérie, grâce à la vision commune et aux efforts mutuels".

Le président de la République a également reçu les vœux du président de la République arabe d'Egypte, pays frère, M. Abdel Fattah Al-Sissi, qui a salué "la profondeur des relations historiques et fraternelles qui unissent les deux pays et leur souci constant de promouvoir et de développer les relations bilatérales dans divers domaines, au service des deux peuples".

Le président de la Confédération suisse, M. Guy Parmelin, a, quant à lui, mis en avant "les relations privilégiées unissant la Suisse et l'Algérie depuis les Accords d'Evian", soulignant qu'elles "reposent sur la confiance et l'amitié mutuelles". Le président de la République gabonaise, M. Clotaire Oligui Nguema, a, lui aussi, adressé ses vœux les plus chaleureux assortis de ses sincères sentiments de reconnaissance. Il a souhaité "davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien", tout en saluant hautement ses sacrifices pour sa liberté et sa souveraineté. Il a, par la même occasion, souligné "l'attachement à continuer de renforcer les relations de fraternité et de coopération entre les deux pays".

Dans son message de vœux, le président de la République slovaque, M. Peter Pellegrini, a salué les sacrifices du peuple algérien pour la liberté et la souveraineté, réaffirmant l'attachement de son pays à "renforcer les relations d'amitié et de coopération bilatérale avec l'Algérie", tout en "réitérant ses vœux de santé au président de la République et souhaitant davantage de paix et de prospérité au peuple algérien".

Pour sa part, la présidente de la République de Namibie, Mme Netumbo Nandi-Ndaitwah, a adressé ses vœux les plus chaleureux au président de la République, soulignant que l'anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération "occupe une place particulière dans le cœur du peuple namibien, qui évoque avec reconnaissance les positions de solidarité de l'Algérie et son soutien constant aux luttes des peuples africains", se félicitant de "l'évolution notable des liens d'amitié et de coopération entre les deux pays ces dernières années".

Le roi de Grande-Bretagne, Charles III, a, lui aussi, adressé un message de vœux, dans lequel il a affirmé que "cette occasion nous offre la précieuse opportunité de méditer l'amitié durable entre nos deux nations", soulignant que "la solidité de nos relations bilatérales m'encourage et m'engage à renforcer davantage la coopération dans les années à venir, alors que nous faisons face à des défis communs dans la conjoncture actuelle, en particulier en ce qui concerne le climat et la préservation de notre monde naturel". Le président de la République a en outre reçu un message de vœux de son frère, le Serviteur des deux Lieux saints de l'Islam, Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud, roi du Royaume d'Arabie saoudite, dans lequel il a adressé ses "vœux de santé et de bonheur à Monsieur le Président", souhaitant "davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien". Il a également salué "les relations fraternelles privilégiées unissant les deux pays et peuples frères".

Dans son message au président de la République, à cette occasion, le prince héritier et président du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud, a adressé ses "vœux de santé et de bonheur à Monsieur le président", tout en souhaitant "davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien". Dans son message de vœux, le président de la République populaire de Chine, M. Xi Jinping, a qualifié de "réussie" la visite d'Etat effectuée par le président de la République en Chine, soulignant que les relations entre les deux pays "connaissent un développement harmonieux et stable".

Les deux pays entretiennent des "relations d'amitié traditionnelles qui se sont consolidées dans les moments difficiles", a ajouté le président chinois, se disant disposé à œuvrer avec le président de la République au "renforcement des liens d'amitié et de confiance mutuelle entre les deux pays" et à "l'approfondissement des échanges et de la coopération", afin de "concrétiser davantage de réalisations dans le cadre du partenariat stratégique global".

Dans son message de vœux au président de la République, le président de la République islamique d'Iran, M. Masoud Pezeshkian, a écrit : "Je demeure convaincu que, grâce à votre sagesse, dans le cadre de la poursuite de l'approche constructive en faveur des valeurs de justice, et en tirant parti des potentialités disponibles, les relations et la coopération entre les deux pays se consolideront davantage, au service des intérêts des deux grands peuples en Iran et en Algérie". Le président de la République d'Indonésie, M. Prabowo Subianto, s'est, quant à lui, dit "convaincu que l'amitié séculaire entre les deux pays continuera de croître, à travers le renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines du commerce, de la sécurité alimentaire, de l'énergie et des affaires socioculturelles, ainsi que dans les fora internationaux, au service du progrès et de la prospérité des deux peuples".

Le président de la République de Cuba, M. Miguel Diaz-Canel Bermudez, a, lui aussi, adressé ses vœux au président de la République, tout en réaffirmant "sa volonté de poursuivre le renforcement des liens d'amitié enracinés et des relations de coopération entre les deux pays".

De son côté, sa Majesté le roi de Suède, Carl Gustaf, a adressé ses meilleurs vœux au président de la République, tout en souhaitant davantage de prospérité au peuple algérien.

Pour sa part, le roi des Pays-Bas, Willem-Alexander, a adressé au président de la République "ses meilleurs vœux", tout en souhaitant au peuple algérien "davantage de progrès et de prospérité".

Le roi des Belges, Philippe Léopold Louis Marie, a, lui aussi, adressé "ses meilleurs vœux au président de la République, lui souhaitant, ainsi qu'à l'ensemble du peuple algérien, une santé florissante et davantage de bien-être". Dans son message, il a réaffirmé "la grande importance qu'il attache aux relations d'amitié et de coopération entre les deux pays".

Le président de la République a également reçu un message de vœux du président du Bangladesh, M. Mirza Fakhrul Islam Alamgir, qui a souligné que "le mémorable 1er Novembre demeure un modèle", faisant part de sa volonté de "bâtir un partenariat plus fort et plus approfondi entre les deux pays dans un avenir proche".

De son côté, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres, a adressé "ses meilleurs vœux au peuple algérien" et exprimé "sa très haute considération à Monsieur le président".

Dans son message, M. Guterres a souligné que les fêtes nationales sont des "occasions importantes pour méditer le chemin parcouru, contribuer au service de la communauté internationale, renforcer la solidarité et la fraternité entre les peuples et relever ensemble les défis communs qui menacent le monde".

RA/APS

ACTUALITÉS NATIONALES

L'ALGÉRIE VEUT UN SYSTÈME NATIONAL DE FINANCEMENT CLIMATIQUE

LE PREMIER MINISTRE APPELLE À LA MOBILISATION DE TOUS LES ACTEURS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a déclaré mardi à Alger que la création d'un système national de financement climatique demande la participation de tous : les secteurs économiques et financiers, les universités, les centres de recherche et les experts internationaux. Il faut aussi une coordination efficace pour que les politiques publiques dans ce domaine soient cohérentes

Par Saïd Slimani

Lors de l'ouverture d'un atelier sur le financement climatique et les marchés du carbone, organisé au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal, le Premier ministre a appelé à impliquer davantage le secteur privé national dans le financement des projets climatiques. Il a aussi demandé de créer les conditions pour que les banques et les institutions financières nationales puissent contribuer efficacement à cette démarche, tout en attirant les financements et les investissements étrangers.

Il a souligné que l'Algérie, qui avance de manière sûre sur la voie de la transition énergétique et technologique, est pleinement consciente que la transformation climatique est liée à la transformation économique et technologique.

Dans ce contexte, M. Ghrieb a précisé que les efforts des entreprises nationales, notamment Sonatrach et Sonelgaz, sont essentiels pour la transition énergétique et la diversification économique. Cela passe en particulier par le programme de développement de l'énergie solaire, qui est l'un des principaux éléments de la réduction des émissions dans le mix énergétique national.



Ces efforts comprennent aussi la réduction des émissions grâce à l'arrêt du torchage de gaz routinier, l'objectif de zéro émission de méthane à l'horizon 2030, ainsi que la promotion de l'efficacité énergétique, le captage du carbone et le développement de l'hydrogène vert.

Sur le plan international, le Premier ministre a indiqué que l'Algérie participe activement au débat sur le climat. Elle défend une approche juste et équilibrée, qui respecte les spécificités des États et leur droit au développement. Elle adopte une position de négociation forte, fondée sur une vision claire visant à protéger les économies des pays en développement et producteurs d'énergie, et à peser sur l'avenir du financement climatique et des marchés du carbone, en tenant compte des réalités et des besoins des pays du Sud.

Il a également réaffirmé l'attachement de l'Algérie au principe des « responsabilités communes mais différenciées » et son appel à renforcer la coopération internationale, notamment pour le financement, le transfert de technologie et le renforcement des capacités. Il a mis en avant l'importance des opportunités offertes par cette dynamique pour une économie nationale forte et durable.

Concernant les mécanismes de financement internationaux, notamment le Fonds vert pour le climat, M. Ghrieb a souligné qu'ils doivent jouer un rôle plus réactif et efficace. Il a demandé de simplifier les procédures d'accès au financement climatique, de dépasser les lourdeurs administratives, de renforcer les subventions et les financements concessionnels, de fournir les garanties d'investissement nécessaires et de soutenir le transfert de technologies. Cela doit permettre aux pays en développement de respecter leurs engagements climatiques.

En conclusion, le Premier ministre a expliqué que la réussite de cette démarche se mesurera à la capacité de transformer les stratégies en investissements concrets sur le terrain, dans la réduction des émissions et le renforcement de l'adaptation et de la résilience, tout en maintenant la dynamique du développement national. Il a appelé les participants à faire de cet atelier un espace de dialogue sérieux et de propositions concrètes, capables de contribuer à la mise en place d'un système national intégré et durable de financement climatique et des marchés du carbone.

S.S

DÉVELOPPEMENT DES SOLUTIONS BAS CARBONE

SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE TRIPARTITE INCLUANT SONATRACH

Le groupe Sonatrach a signé, mardi à Alger, un mémorandum d'entente avec la société allemande "VNG AG" et la société norvégienne "ICA-Finance", visant à réduire les émissions et à développer des solutions bas carbone, tout en encourageant le transfert de technologies et le renforcement des capacités.

La cérémonie de signature s'est déroulée en marge de l'atelier de travail sur le financement climatique et les marchés du carbone, organisé par le ministère des Hydrocarbures et Sonatrach, en présence du PDG du groupe, Nour Eddine Daoudi, du président du conseil d'administration de "VNG AG", Ulf Heitmuller, ainsi que du PDG de "ICA-Finance", Matthew Harwood.

Ce mémorandum s'inscrit dans le cadre de la poursuite du processus de coopération fructueuse entre Sonatrach et ses deux partenaires, marqué par la conclusion d'un mémorandum d'entente avec "ICA-Finance", en octobre 2024, consacré à des projets visant à soutenir les initiatives du groupe en matière de réduction des émissions, ainsi que d'un mémorandum d'entente conclu avec "VNG AG", en juin 2026, visant à réduire les émissions de méthane à travers les différents maillons de la chaîne de valeur du gaz.

S'agissant du mémorandum d'entente signé mardi, il vise à soutenir le déploiement des systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV), à travers la mise en œuvre de mesures concrètes pour réduire les émissions de méthane durant les opérations d'exploitation. Cet accord tend également à encourager le transfert de technologies et le renforcement des capacités, ainsi qu'à mobiliser les financements climatiques à travers les mécanismes de crédits carbone.

Il s'inscrit au cœur de la stratégie climatique de Sonatrach, qui ambitionne de jouer un rôle central dans le processus de transition énergétique à moyen et long termes. Il vise, ainsi, à développer et à exporter de nouvelles solutions énergétiques bas carbone, à travers la création en Algérie d'un pôle énergétique, à même d'apporter le soutien nécessaire à la transition énergétique.

Dans son allocution à cette occasion, M. Daoudi a affirmé que ce mémorandum d'entente constitue "une importante opportunité de renforcer la coopération et le partenariat international, face aux défis actuels, tels que la réduction du torchage du gaz", d'autant que le groupe s'est fixé un objectif ambitieux consistant à atteindre zéro torchage de gaz à l'horizon 2030, outre la réduction des émissions de méthane, considérée comme l'une de ses priorités environnementales.

De son côté, M. Heitmuller a indiqué que la signature de ce mémorandum d'entente tripartite constitue une nouvelle étape importante dans le processus de partenariat avec Sonatrach, qui "s'est fondé, au cours des dernières années, sur la confiance, la fiabilité et l'engagement en faveur d'une coopération à long terme".

Pour sa part, M. Harwood a estimé que cette démarche vient couronner un processus de coopération avec Sonatrach qui s'est étalé sur deux années dans le cadre d'un précédent mémorandum d'entente, et ouvre une nouvelle étape du partenariat.

RA

SOCIÉTÉ SONELGAZ INTERNATIONAL

ADJAL PRÉSIDE UNE RÉUNION SUR L'ACTIVITÉ DE CETTE FILIALE

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mardi à Alger, une réunion consacrée à l'examen de plusieurs dossiers relatifs à l'activité de la société Sonelgaz International, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion, tenue au siège du ministère en présence de ses cadres centraux et de responsables du groupe Sonelgaz, a été l'occasion de passer en revue "la situation de l'activité de Sonelgaz International, de faire le point sur les différents dossiers liés à ses missions et à ses interventions, et d'examiner les moyens de renforcer ses performances et de développer ses mécanismes de travail, conformément aux orientations stratégiques du secteur et à ses objectifs en matière d'élargissement de son activité et de renforcement de sa présence à l'échelle internationale", précise le communiqué. A cette occasion, le ministre a ordonné une prise en charge optimale des dossiers soumis, soulignant la nécessité de poursuivre la coordination entre les différents services concernés et d'œuvrer à l'accélération de la cadence du traitement des dossiers prioritaires, afin d'atteindre les objectifs fixés, selon la même source.

RE

INDUSTRIE

KOURTEL REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CREA

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, mardi à Alger, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, accompagné d'une délégation du Conseil, indique un communiqué du ministère.

La rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres, a porté sur "la volonté des deux parties de renforcer la concertation et la coordination et d'intensifier la coopération afin de prendre en charge les préoccupations des opérateurs économiques", ajoute le communiqué.

Les deux parties ont également souligné la nécessité d'"œuvrer à réunir les conditions favorables permettant aux opérateurs économiques de développer leurs activités et de faciliter les démarches liées à l'investissement, à même de contribuer à l'amélioration du climat des affaires, ainsi qu'à l'accompagnement des entreprises dans la concrétisation de leurs projets et le développement de leurs capacités de production", selon la même source.

RE

ACTUALITÉS NATIONALES

UNE JOURNÉE DE SENSIBILISATION À L'UNIVERSITÉ IBN-KHALDOUN DE TIARET

SIGNALER POUR MIEUX PROTÉGER

Des étudiants et des responsables se sont réunis mardi à l'université Ibn-Khaldoun de Tiaret pour une journée de sensibilisation et d'information. Leur message principal : il faut encourager tout le monde à signaler les trafiquants et les consommateurs de drogue, afin de lutter contre ce problème au sein de l'université.

Par Ali Boudefel



Le sous-directeur des activités scientifiques, sportives et culturelles de l'université, à l'origine de cet événement, a expliqué à l'APS qu'un travail commun est en cours avec les directions des facultés, la médecine préventive et les résidences universitaires. Le but : unir les efforts contre la consommation de drogues et de psychotropes. Concrètement, il s'agit d'encourager le signalement des consommateurs pour les aider à arrêter, et celui des trafiquants auprès des services de sécurité compétents.

La même source a précisé que la direction multiplie les activités de sensibilisation à travers les événements sportifs, culturels et scientifiques organisés par les 17 clubs scientifiques qu'elle encadre. Des équipes d'étudiants spécialisés y sensibilisent leurs camarades aux dangers de la consommation de drogues sous toutes ses formes.

De son côté, le Dr Chahinez Nezay, de l'unité de médecine préventive de l'université, a expliqué que les équipes médicales travaillent surtout à garantir une prise en charge sanitaire et psychologique confidentielle aux étudiants consommateurs qui viennent demander de l'aide.

Pendant cette journée, des représentants de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale ont expliqué les nouvelles méthodes utilisées par les trafiquants pour attirer les jeunes et les enfants vers la drogue, en s'appuyant sur les résultats des enquêtes de sécurité. Ils ont aussi appelé le public à signaler les personnes soupçonnées de trafic de stupéfiants.

Le programme comprenait également un cours religieux sur l'importance de se protéger soi-même et de protéger la société contre ce fléau, ainsi que des conférences scientifiques sur divers sujets, notamment « Les guerres de conscience et l'occupation des esprits : la face cachée de la destruction des nations », « Les dispositions judiciaires et pénales dans la lutte contre les crimes liés aux drogues et aux psychotropes » et « L'approche psychologique et sociale pour la prévention de la toxicomanie ».

A.B

AÏN TEMOUCHENT

UNE NOUVELLE ROUTE POUR DÉSENGORGER AÏN LARBÂA ET OUED SABBAH

Les travaux de construction d'une route de contournement de 10 km, qui reliera les communes d'Aïn Larbâa et d'Oued Sabbah dans la wilaya d'Aïn Temouchent, ont démarré mardi, selon les services de la wilaya.

Le lancement des travaux a été supervisé par le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi. Ce projet fait partie du programme de la direction des Travaux publics et bénéficie d'une enveloppe de 1,5 milliard de dinars.

Le projet est divisé en quatre tranches. L'une d'elles concerne la construction d'un ouvrage d'art dans la région d'Oued Sabbah, pour un montant estimé à 54 millions de dinars. Les trois autres tranches portent sur la réalisation et le revêtement de la route sur tout le tracé reliant les deux communes. Le délai de réalisation est fixé à dix mois.

Ce projet est très important car il devrait améliorer la sécurité routière et réduire les embouteillages dans les agglomérations des deux communes. Il facilitera aussi l'accès à l'autoroute Est-Ouest et améliorera les conditions de déplacement des personnes et de transport des marchandises. Cela soutiendra l'activité économique et renforcera l'attractivité de la région pour les investissements, selon les services de la wilaya.

Cette route facilitera également l'accès aux deux zones industrielles situées à Tamazoura (wilaya d'Aïn Temouchent) et à El Hamoul (wilaya d'Oran), ce qui devrait donner un nouvel élan à l'économie de la région, ont-ils ajouté.

A.B

SIDI BEL-ABBES

L'ESPLANADE "MAWLID ENNABAOUI ECHARIF", UN NOUVEL ESPACE DE LOISIRS AU CHEF-LIEU DE WILAYA

La wilaya de Sidi Bel-Abbes s'est dotée d'un nouvel espace urbain et de loisirs destiné à consolider le cadre de vie des citoyens, suite à l'inauguration officielle de l'esplanade " Mawlid Ennabaoui Echarif " par le wali, Kamel Hadji, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre.

Les services de la wilaya ont précisé que ce nouvel espace constitue une valeur ajoutée pour le paysage urbain de la ville en combinant zones de loisirs, structures sportives, commerces et espaces verts, reliant la station " Ghalmi " au quartier des Frères Adnane aux cités Sidi Djillali, Benhamouda et El-Djawhara.

L'esplanade comprend plusieurs commodités, notamment des espaces verts, des fontaines dotées d'un système d'arrosage, un théâtre en plein air destiné à accueillir des manifestations artistiques et culturelles, ainsi que des aires de jeux pour enfants et des terrains de proximité.

Ce lieu a également été équipé d'un écran géant et d'un espace multimédia dédié à la retransmission d'événements nationaux et de compétitions sportives, outre des locaux commerciaux, des aires de repos et deux mâts pour le lever de l'emblème national.

Afin de garantir le confort et la sécurité des usagers, des allées piétonnes adaptées aux personnes à mobilité réduite ont été aménagées, parallèlement à la mise en place de parkings pour véhicules, de blocs sanitaires et d'un réseau moderne et économique d'éclairage public fondé sur la technologie LED.

Dans des impressions recueillies sur place par l'APS, plusieurs citoyens ont fait part de leur satisfaction quant à la réalisation de cet espace de détente, qui offre aux familles et aux enfants un cadre propice au repos, ainsi qu'à la pratique d'activités sportives et récréatives.

Ils ont également salué les équipements dont dispose l'esplanade, en particulier l'écran géant et les terrains de proximité, estimant qu'elle constituera un pôle d'attraction pour les jeunes, tant pour suivre les événements sportifs que pour abriter des activités culturelles, tout en appelant à la nécessité de préserver la propreté des lieux et l'intégrité des infrastructures.

Lors de son inspection des différentes structures de l'esplanade, le chef de l'exécutif local a insisté sur l'impératif d'assurer un entretien régulier, d'intensifier les opérations de nettoiement et de gardiennage, et de veiller à une gestion optimale de cet espace afin qu'il accueille des expositions et des manifestations culturelles et artistiques, en demeurant un lieu public accessible aux familles et aux visiteurs de la ville.

La concrétisation de ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à parfaire l'aménagement urbain et à moderniser le tissu urbain, à travers la mise à disposition d'infrastructures publiques et récréatives répondant aux attentes des citoyens et renforçant l'attractivité de la ville de Sidi Bel-Abbes, selon la même source.

RR

TINDOUF

UN NOUVEAU LYCÉE INAUGURÉ ET UN COLLÈGE TECHNIQUE PRESQUE TERMINÉ AU QUARTIER EL-KARAMA

Le secteur de l'éducation à Tindouf se renforce avec de nouvelles structures. Mardi, lors d'une visite sur le terrain du wali Mustapha Dahou, un lycée pouvant accueillir 1.000 élèves a été inauguré au quartier El-Karama. Un collège technique, dont les travaux sont terminés à 97 %, a également été visité.

Ces projets visent à renforcer les infrastructures éducatives, à améliorer les conditions de scolarisation et à répondre aux besoins grandissants des élèves, surtout dans les quartiers qui s'agrandissent.

Le wali, accompagné des autorités locales et des services techniques concernés, a inauguré le lycée du moudjahid Abba Matfaoui au quartier El-Karama. Cet établissement peut accueillir 1.000 élèves et dispose d'une cantine scolaire qui sert 300 repas aux élèves en régime semi-internat.

Selon le directeur des Équipements publics, Fateh Salim, ce lycée s'étend sur une surface bâtie de 6.780 mètres carrés et a coûté 442 millions de dinars.

Le lycée comprend un bâtiment administratif avec 18 bureaux, une salle des professeurs, une salle de réunions et une salle d'informatique. Il compte aussi un bâtiment pédagogique avec 25 salles de classe, 11 laboratoires et un amphithéâtre de 200 places.

L'établissement dispose également de sanitaires, de trois logements de fonction pour le personnel d'astreinte et d'équipements complémentaires : une cantine de 300 repas, une unité de dépistage et de suivi, un terrain de football en gazon synthétique et une salle omnisports.

Cette nouvelle infrastructure éducative aidera à réduire la pression sur les établissements existants et à améliorer les conditions de scolarisation en offrant des espaces et des équipements adaptés aux besoins des élèves.

À cette occasion, le wali a inspecté le projet d'un collège technique (type 7), nommé du nom du moudjahid Mohamed Yahia Mimouni, également situé au quartier El-Karama. Les travaux y sont terminés à 97 %, selon la même source.

Ce collège, pour lequel plus de 308 millions de dinars ont été mobilisés, comprend un bâtiment pédagogique avec 21 salles de classe, quatre laboratoires de sciences physiques, deux laboratoires d'informatique, une bibliothèque, une salle de lecture et des ateliers de musique et de dessin.

Le projet comprend aussi un bâtiment administratif avec plusieurs bureaux, un bureau d'accueil et de gardiennage, un auditorium, un club des enseignants et une salle de réunions, ainsi qu'une cantine de 300 repas, quatre logements de fonction et un terrain de sport.

A.B

ECONOMIE MONDIALE

PRESSION DE WASHINGTON POUR FAIRE BAISSER LES PRIX DES MÉDICAMENTS

LA SUISSE RISQUE DE PAYER LE PRIX DES EXIGENCES AMÉRICAINES

Les prix des médicaments en Suisse figurent parmi les plus élevés au monde, tout en restant largement inférieurs à ceux pratiqués aux Etats-Unis. Une situation qui pourrait évoluer sous l'effet des nouvelles exigences de Washington. Selon une récente étude menée par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) et l'Université de Zurich, les pressions américaines sur l'industrie pharmaceutique pourraient coûter plusieurs centaines de millions de francs supplémentaires chaque année aux assurés suisses.

Par Nawal Bordji

Pour réduire le coût des traitements sur son territoire, le gouvernement américain exerce en effet une pression croissante sur les laboratoires pharmaceutiques afin qu'ils diminuent les tarifs des nouveaux médicaments. Cette politique risque notamment d'affecter les groupes suisses Roche et Novartis, dont les revenus pourraient reculer si les prix baissaient sur le premier marché pharmaceutique mondial.

En réaction, les entreprises du secteur cherchent à compenser ces pertes potentielles en obtenant des tarifs plus élevés dans d'autres pays. Si la Suisse et plusieurs autres Etats acceptent ces revendications, les conséquences financières pourraient être considérables pour les patients et les assurés. «La Suisse doit réfléchir à la manière de gérer cette pression venant des Etats-Unis», avertit Kerstin Vokinger, coautrice de l'étude.



Des prix bas pas forcément avantageux

La stratégie américaine consiste à faire des Etats-Unis la «nation la plus favorisée», autrement dit le pays bénéficiant des conditions tarifaires les plus avantageuses. Dans cette perspective, Washington compare désormais les prix des médicaments américains à ceux pratiqués dans plusieurs pays de référence, parmi lesquels figure la Suisse.

Ce dispositif risque toutefois d'inciter les laboratoires à réclamer des augmentations tarifaires dans les pays concernés. En effet, plus les médicaments sont vendus cher à l'étranger, plus les fabricants peuvent justifier des prix élevés sur le marché américain. A contrario, les Etats qui refuseraient de répondre à ces demandes pourraient être confrontés à une autre difficulté : les entreprises pourraient renoncer à y commercialiser certains traitements pour éviter que des tarifs jugés trop faibles ne servent de référence aux Etats-Unis.

Aucun pays ne souhaite donc se retrouver parmi ceux qui proposent les prix les moins élevés, au risque de compromettre l'accès de sa population aux traitements innovants. Une telle situation pourrait provoquer une véritable compétition entre les Etats, chacun étant tenté d'augmenter ses tarifs pour ne pas pénaliser son approvisionnement en nouveaux médicaments. «Cela peut conduire les pays à se concurrencer en proposant des prix toujours plus élevés», prévient Kerstin Vokinger.

Augmenter tous les prix ?

Les règles que les autorités américaines appliqueront à l'avenir pour déterminer les prix des médicaments ne sont pas encore clairement établies. La pression exercée sur les laboratoires suisses est néanmoins déjà perceptible.

René Buholzer, directeur d'Interpharma, l'association qui représente les grandes entreprises pharmaceutiques en Suisse, estime que son pays doit tenir compte de cette nouvelle donne. «Parce que le prix sur le petit marché suisse peut devenir déterminant pour le grand marché américain, nous devons nous adapter», explique-t-il. Selon lui, cette adaptation passe par une augmentation des prix, faute de quoi les médicaments innovants risqueraient de ne plus être commercialisés en Suisse.

L'Office fédéral de la santé publique indique que cet argument est déjà utilisé par les industriels au cours des négociations tarifaires. L'administration estime toutefois qu'une augmentation généralisée des prix n'est pas justifiée, notamment parce que les modalités d'application du nouveau dispositif américain à long terme demeurent incertaines.

Kerstin Vokinger invite également à relativiser le poids des tarifs suisses dans les décisions américaines. Selon elle, les prix pratiqués en Suisse ne constituent pas, pour le moment, une référence particulièrement déterminante, puisqu'ils ne figurent pas parmi les plus faibles en valeur médiane. Leur influence sur le marché américain pourrait toutefois s'accentuer si d'autres pays décidaient de relever leurs tarifs.

Une solution concertée ?

Face à ces risques, la chercheuse préconise une coopération entre la Suisse et les autres pays plutôt qu'une course aux augmentations tarifaires. Les conclusions de son étude montrent qu'une envolée des prix à l'échelle internationale pourrait finalement produire l'effet inverse de celui recherché par Washington.

Au lieu de contribuer à faire diminuer les tarifs aux Etats-Unis, cette dynamique provoquerait une hausse dans les autres marchés.

Une telle évolution profiterait essentiellement aux groupes pharmaceutiques, tandis que les patients et les assurés supporteraient les conséquences financières de cette escalade. La coordination entre les Etats apparaît ainsi comme une solution pour éviter que les exigences américaines ne se traduisent par une augmentation généralisée du coût des médicaments.

N.B

COTON AFRICAIN

L'INDE PROLONGE DE DEUX MOIS L'EXONÉRATION DOUANIÈRE SUR LE COTON

Par Tinhinane Bendahmane

Deuxième consommateur mondial de coton après la Chine, l'Inde poursuit ses efforts pour sécuriser l'approvisionnement de son industrie textile. Le pays, dont les filatures ont besoin de quantités importantes de matière première à des prix compétitifs, vient de décider de prolonger de deux mois l'exonération des droits de douane de 11 % appliqués aux importations de coton.

Initialement entrée en vigueur le 1er juin, cette mesure restera applicable jusqu'à la fin décembre, selon une notification du ministère indien des Finances publiée le 31 octobre dernier.

Cette décision intervient dans un contexte de tensions sur le marché intérieur. D'après Reuters, les prix du coton ont conservé leur fermeté malgré l'arrivée de la nouvelle récolte en octobre. Les irrégularités des précipitations liées à la mousson ont notamment fait craindre une baisse de la production nationale. Face à ces incertitudes, les industriels du textile ont réclamé le maintien de la possibilité d'importer du coton sans supporter de droits de douane.

La prolongation de cette disposition devrait permettre de renforcer les disponibilités en matière première, de réduire les charges des entreprises textiles et de faciliter l'accès à des fibres répondant à des exigences de qualité particulières.

Une concurrence accrue entre les pays fournisseurs

Pour les exportateurs africains, cette décision représente une possibilité supplémentaire de maintenir leur présence sur le marché indien. Le Mali, en particulier, conserve temporairement un avantage tarifaire susceptible de soutenir ses ventes, même si cette mesure ne signifie pas nécessairement une progression des commandes.

Les statistiques indiennes de 2024, consultables dans la base WITS à partir des données d'UN Comtrade, montrent que le pays a importé 989 millions de dollars de coton non cardé ni peigné, pour un volume avoisinant 451 426 tonnes. Avec 138,5 millions de dollars d'exportations, correspondant à 75 040 tonnes, le Mali s'est classé au troisième rang des fournisseurs de l'Inde, derrière l'Australie et les Etats-Unis. Il représentait ainsi près de 14 % de la valeur totale des achats indiens dans cette catégorie. L'Egypte arrivait en quatrième position, avec 120,3 millions de dollars.

Toutefois, les producteurs maliens ne sont pas les seuls à pouvoir profiter de cette ouverture commerciale. Les fournisseurs américains, australiens et brésiliens bénéficient eux aussi de conditions favorables pour renforcer leurs positions sur un marché marqué par une forte demande. Dans son rapport publié à la fin du mois d'août sur le secteur cotonnier, le Département américain de l'agriculture (USDA) fait état d'une progression de 72 % des importations indiennes cumulées entre août 2025 et juin 2026, comparativement à la même période de la campagne précédente. Ces achats ont également dépassé de près de 300 % la moyenne enregistrée au cours des cinq dernières années.

Les chiffres du ministère indien du Commerce repris dans ce document révèlent par ailleurs que les importations de juin ont augmenté de 21 % par rapport à mai et de 175 % en glissement annuel. Le Brésil, l'Australie, les Etats-Unis et le Mali figuraient alors parmi les principaux pays d'origine des volumes achetés.

Ainsi, le maintien de l'exonération élargit les débouchés commerciaux, mais ne garantit pas aux fournisseurs africains une progression de leurs parts de marché. Leur capacité à profiter de cette opportunité dépendra notamment de leurs tarifs, de la qualité des fibres proposées et du respect des délais de livraison. Les négociants africains devront donc pouvoir assurer un approvisionnement régulier et compétitif pour répondre aux attentes des acheteurs indiens.

Les contraintes logistiques, un autre défi

Au-delà des conditions commerciales, la fiabilité des circuits d'acheminement constitue un enjeu important pour les exportateurs africains. Les difficultés rencontrées dans certains ports de la région risquent en effet de compromettre leur capacité à répondre rapidement aux demandes du marché indien. Dans un reportage diffusé le 16 octobre dernier, Radio France Internationale (RFI) faisait état d'une importante congestion au port d'Abidjan, persistante depuis la fin du mois de mai. La situation se caractérisait notamment par le report d'escales, une pénurie de conteneurs vides, des difficultés d'accès aux terminaux et des délais d'attente pouvant atteindre trois mois, contre environ trois semaines en temps normal, selon les professionnels interrogés. Ces perturbations ont également été relevées par le groupe de transport et de logistique Kuehne+Nagel. Dans son bulletin de suivi des activités portuaires couvrant la période du 7 au 13 octobre, l'entreprise signalait un taux d'occupation élevé des parcs, des problèmes de fiabilité des équipements ainsi qu'une insuffisance des capacités de transport routier. Un programme destiné à rétablir la situation devait alors se poursuivre jusqu'à la fin octobre. Dans ces conditions, l'accès au marché indien ne dépendra pas uniquement de la suppression des droits de douane. La capacité des exportateurs africains à garantir des livraisons régulières et dans les délais constituera également un facteur déterminant pour consolider leur position face à la concurrence internationale.

T.B

ACTUALITES INTERNATIONALES

ÉLECTIONS AMÉRICAINES DE MI-MANDAT

LES AMÉRICAINS ONT VOTÉ HIER, AVEC LE POUVOIR D'ACHAT À L'ESPRIT

Les Américains ont été appelés aux urnes pour des élections dites « de mi-mandat », qui ont lieu au milieu du mandat du président. Les premiers bureaux de vote ont ouvert à 6h du matin (11h GMT) dans plusieurs États de l'est du pays, comme le Maine, New York et la Virginie. Ce vote est vu comme un test important pour Donald Trump, au milieu de son second mandat.

Par Yacine Boudali

Les électeurs choisissent leurs représentants au Congrès, qui est composé de deux chambres :

- La Chambre des représentants, où les 435 sièges sont à pourvoir ;
- Le Sénat, où 35 sièges sur 100 sont à pourvoir.

Ils élisent aussi les gouverneurs de 36 États, ainsi que des élus locaux un peu partout dans le pays.

Une Chambre qui pourrait changer de camp

Jusqu'à hier les républicains contrôlent la Chambre des représentants. Les démocrates n'ont besoin de gagner que trois sièges de plus pour en prendre la tête. Selon le « Cook Political Report », une lettre d'information indépendante des partis, ils pourraient en gagner entre 12 et 25. Beaucoup d'observateurs pensent donc que la Chambre va passer du côté démocrate.

Pour le Sénat, c'est beaucoup plus incertain. Sept États sont particulièrement disputés : le Maine, le Texas, le Michigan, l'Iowa, l'Ohio, le Kansas et l'Alaska. Pour obtenir la majorité (51 sièges sur 100), les démocrates doivent gagner quatre sièges de plus, sans en perdre aucun.



Des journalistes ont rencontré des électeurs dans le Maine, au Texas, en Caroline du Nord et en Géorgie. Leur constat : la hausse des prix pèse lourd dans le choix de beaucoup de gens. Plusieurs électeurs jugent le gouvernement de Donald Trump responsable de la hausse du prix de l'essence et de la nourriture. Ils se disent aussi mécontents de la guerre contre l'Iran et des droits de douane (des taxes sur les produits venus de l'étranger). L'immigration, la santé et la corruption sont d'autres sujets qui comptent beaucoup.

Un sondage de la mi-octobre (Associated Press et université de Chicago) le confirme :

- 85 % des électeurs placent l'économie parmi les sujets les plus importants ;
- 84 % disent la même chose du coût de la vie ;
- 74 % désapprouvent la façon dont Donald Trump gère l'économie ;
- 79 % ne sont pas satisfaits de sa gestion du coût de la vie.

Plus de 50 millions de personnes ont déjà voté en avance, par correspondance ou dans des bureaux ouverts avant le jour du scrutin. D'après le New York Times, dans plusieurs États clés pour le Sénat, la participation est plus élevée qu'à la même période lors des précédentes élections de mi-mandat. Mais lors du dernier scrutin de ce type, environ la moitié des votes ont été déposés le jour même : rien n'est donc joué.

- Les bureaux de vote de l'est du pays ferment en général à 19h, heure locale.
- À 21h sur la côte Est, ils seront fermés dans plus de 80 % des États.
- L'Alaska sera le dernier État à fermer, à 1h du matin (heure de la côte Est), dans la nuit du 3 au 4 novembre.

La presse américaine pense que le résultat pour la Chambre sera connu assez vite, car les écarts devraient être importants dans de nombreuses circonscriptions. Pour le Sénat, il faudra sans doute attendre plus longtemps, car sept États se jouent à très peu de voix. La radio publique NPR prévient que le décompte des voix, qui doit commencer mardi soir, pourrait durer plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Y.B

GUERRE ET NÉGOCIATIONS

LES NÉGOCIATEURS DE L'UE, DES ETATS-UNIS ET DE L'UKRAINE SE RÉUNIRONT CE MERCREDI À BRUXELLES

Des représentants de l'Union européenne (UE), des Etats-Unis et de l'Ukraine se réuniront mercredi à Bruxelles pour discuter de la reconstruction et de la prospérité de l'Ukraine après la guerre, a déclaré mardi une porte-parole de la Commission européenne.

La Commission accueillera cette réunion, à laquelle participeront également des représentants de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'OTAN et de la Banque mondiale, a indiqué Paula Pinho, porte-parole en chef de la Commission européenne, lors d'un point de presse quotidien.

Cette réunion s'inscrira dans la continuité des discussions menées précédemment à Miami avec des représentants ukrainiens et américains, dans le but de parvenir à une "paix durable et viable" en Ukraine, a-t-elle déclaré.

La porte-parole a indiqué que la Commission serait représentée au niveau du conseiller à la sécurité nationale, sans toutefois nommer le responsable concerné. Elle a précisé que les détails concernant la participation américaine n'étaient pas encore disponibles.

Plus tôt dans la journée, la porte-parole de l'OTAN, Allison Hart, a confirmé à Xinhua que des représentants de l'OTAN rencontreraient leurs homologues français, allemands, britanniques et américains à Bruxelles dans le courant de la semaine afin de discuter des moyens de mettre fin "de manière juste et durable" à la guerre en Ukraine.

Dans une réponse envoyée par courriel, Mme Hart a dit que cette réunion s'inscrirait dans le prolongement des discussions menées précédemment à Miami et à Oslo. L'OTAN n'a pas communiqué la date exacte de la réunion, ni le nom des participants, ni l'ordre du jour détaillé.

L'émissaire spécial américain Steve Witkoff avait annoncé lundi sur les réseaux sociaux que les négociateurs américains rencontreraient cette semaine à Bruxelles des représentants de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'UE et de l'OTAN afin de discuter des garanties de sécurité pour l'Ukraine, de l'architecture de sécurité européenne d'après-guerre et des opportunités économiques visant à soutenir la reconstruction de l'Ukraine.

RI

SYRIE

NOUVELLE INCURSION DES FORCES D'OCCUPATION SIONISTES DANS LES GOUVERNORATS DE DERAA ET DE QUNEITRA

Les forces d'occupation sionistes ont mené mardi de nouvelles incursions dans la campagne occidentale de Deraa où elles ont ouvert le feu en direction de terrains inhabités et enlevé un civil lors d'une incursion dans le sud de la campagne de Quneitra, selon des médias syriens. La télévision syrienne a indiqué qu'une unité sioniste, composée de trois véhicules militaires, avait pénétré dans la zone depuis le poste-frontière d'Abou Ghaïthar, en direction de la vallée de Wadi Al-Raqad, dans la campagne occidentale de Deraa, en empruntant la route de Sayl Abou Omar. L'unité s'est positionnée dans un bâtiment qui servait auparavant aux forces des Nations unies chargées de la surveillance du désengagement (FNUOD) et a ouvert le feu en direction de terrains inhabités, avant de se retirer vers les territoires occupés par le même itinéraire.

Dans la région de Quneitra, les mêmes sources ont indiqué que l'armée sioniste avait enlevé un civil lors d'une incursion menée tôt mardi dans le village d'Al-Asbah, au sud de la campagne de Quneitra, précisant qu'une unité militaire composée de cinq véhicules a pénétré dans le village en provenance de la base de Tal Al-Ahmar Al-Gharbi.

Lundi, les forces d'occupation avaient déjà pénétré dans le village de Maariya, dans la campagne occidentale de Deraa, avant de se diriger vers le village d'Abidine, dans la région du bassin du Yarmouk.

L'occupation sioniste poursuit ses violations répétées de l'accord de désengagement de 1974, à travers des incursions dans le sud de la Syrie et des opérations de perquisition, tandis que les autorités syriennes appellent la communauté internationale à intervenir pour mettre fin à ces violations et contraindre les forces d'occupation à se retirer complètement du territoire syrien.

RI

SUÈDE

LE PARLEMENT REJETTE LA CHEFFE DES CENTRISTES COMME PREMIÈRE MINISTRE

Les députés suédois ont rejeté mardi la candidature de la cheffe centriste pour former un gouvernement, plus d'un mois et demi après les élections en septembre remportées d'une courte tête par la gauche.

"Le 3 novembre, la proposition du président du Parlement concernant un nouveau Premier ministre a été examinée en séance (...) le Riksdag (Parlement, ndlr) a rejeté la proposition du président du Parlement", a indiqué l'institution, dans un communiqué. Seuls 25 députés, tous issus du parti centriste, ont voté en faveur d'Elisabeth Thand Ringqvist.

Le président du parlement dispose de quatre occasions pour proposer un candidat au vote du Parlement. Après quoi, de nouvelles élections doivent être convoquées.

Il avait utilisé cette possibilité une première fois, fin octobre, pour la dirigeante des sociaux-démocrates Magdalena Andersson, qui n'a pas recueilli de majorité.

RI

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

NEUROSCIENCES

ELON MUSK PROMET DE VAINCRE LA CÉCITÉ ET LA PARALYSIE GRÂCE À UNE PUCE CÉRÉBRALE

Elon Musk affirme que l'implant cérébral Blindsight de Neuralink est prêt pour des essais chez l'humain. L'entreprise espère à terme redonner la vue aux personnes aveugles et améliorer la mobilité des patients paralysés.

Par Yakout Abina

Elon Musk affirme que Blindsight, l'implant cérébral développé par Neuralink pour restaurer la vision, est désormais prêt et n'attend plus que l'autorisation des autorités compétentes pour être testé chez l'être humain. Le milliardaire assure également que sa technologie pourrait, à terme, permettre à certaines personnes paralysées de retrouver l'usage de leurs membres.

Dans plusieurs messages publiés sur le réseau social X, le patron de Neuralink a déclaré que Blindsight pourrait offrir une forme de vision à des personnes totalement aveugles, y compris celles nées sans la vue. Selon lui, cette technologie serait capable de transmettre directement au cerveau des informations visuelles captées par une caméra, sans passer par les yeux ni par le nerf optique. Elon Musk nourrit également des ambitions plus larges. Il estime que, dans les prochaines années, les implants de Neuralink pourraient transmettre les signaux du cerveau directement aux bras et aux jambes de patients paralysés. Une avancée qui leur permettrait, selon lui, de retrouver certains mouvements, voire de remarcher.

Pour l'instant, ces promesses restent toutefois théoriques. Aucun patient n'a encore reçu l'implant Blindsight et aucune personne paralysée n'a retrouvé la marche grâce aux technologies de Neuralink.

L'entreprise poursuit toutefois le développement de Telepathy, un implant cérébral destiné aux personnes souffrant de paralysie sévère. En janvier 2024, un premier patient tétraplégique a reçu le dispositif. Depuis, plusieurs autres participants ont rejoint le programme d'essais cliniques mené aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis.

Telepathy permet de contrôler un ordinateur uniquement par la pensée. Les signaux émis par les neurones sont interprétés par un logiciel qui les transforme en commandes numériques. Les utilisateurs peuvent ainsi déplacer un curseur, cliquer sur des icônes, écrire du texte ou jouer à des jeux vidéo sans utiliser leurs mains.

Selon Neuralink, 21 participants prenaient part à ses essais cliniques à la fin du mois de janvier 2026, contre 12 quelques mois plus tôt. Les études sont actuellement menées aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis. Neuralink travaille également sur le contrôle de bras robotisés et sur des solutions destinées à redonner la parole chez les personnes ayant perdu cette capacité. mais la restauration de la marche représente toutefois un défi bien plus complexe. Chez les personnes victimes d'une lésion de la moelle épinière, le cerveau continue généralement de produire les signaux nécessaires au mouvement, mais ceux-ci ne peuvent plus atteindre les muscles.

Elon Musk envisage de contourner cette interruption en captant les commandes directement dans le cerveau avant de les transmettre aux membres concernés. Cependant, l'entreprise n'a pas encore expliqué en détail comment une telle connexion pourrait être établie entre l'implant cérébral et les nerfs des bras ou des jambes.

Concernant la vision artificielle, Blindsight demeure également à un stade préliminaire. L'implant repose sur des microélectrodes capables de stimuler directement le cortex visuel, la région du cerveau chargée de traiter les informations provenant habituellement des yeux.

En septembre 2024, la Food and Drug Administration (FDA) américaine a accordé à Blindsight le statut de « dispositif innovant », une désignation qui permet d'accélérer les échanges avec les autorités sanitaires. Cette reconnaissance ne constitue toutefois pas une autorisation de test chez l'être humain.

Si Elon Musk avait annoncé en 2025 une première implantation de Blindsight chez un patient avant la fin de l'année, cet objectif n'a finalement pas été atteint. À ce jour, Neuralink n'a publié que des résultats obtenus sur des singes. Lors d'une conférence scientifique en juin 2025, un ingénieur de l'entreprise a indiqué qu'un primate équipé de l'implant réagissait à des stimuli visuels artificiellement générés dans son cerveau. Aucune étude clinique impliquant Blindsight ne figure actuellement parmi les essais recensés par Neuralink. L'entreprise rappelle d'ailleurs que ses dispositifs restent expérimentaux et qu'aucune autorité sanitaire, y compris la FDA, n'a encore approuvé leur utilisation commerciale.

Y.A

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

OTTAWA ET BRUXELLES S'UNISSENT POUR S'AFFRANCHIR DE L'HÉGÉMONIE AMÉRICAINE

Par Salim Nait Ouguelmim

Le Canada pourra désormais utiliser les grands supercalculateurs financés par l'Union européenne, notamment Jupiter, installé en Allemagne. Cet accord ouvre de nouvelles possibilités aux chercheurs et aux jeunes entreprises canadiennes dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). De son côté, l'Europe renforce ses partenariats technologiques avec un pays qui dispose d'une industrie de l'IA en pleine expansion. Toutefois, malgré leurs efforts communs, les deux partenaires restent loin des capacités de calcul des États-Unis, qui investissent massivement dans de gigantesques centres informatiques. À l'issue du sommet entre l'Union européenne et le Canada, organisé à Montréal, Ottawa est devenu le 39e pays participant à Euro HPC. Créée en 2018, cette organisation permet aux pays membres de mettre en commun leurs financements pour acheter et développer des supercalculateurs. Son budget atteint 8,2 milliards d'euros. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, souhaite associer ces moyens informatiques à l'expertise canadienne dans l'intelligence artificielle afin de développer des technologies à la fois performantes et fiables.

L'enjeu est important pour le Canada, dont le premier supercalculateur installé sur son territoire ne figure qu'à la 95e place du classement mondial TOP500. À titre de comparaison, Jupiter occupe la cinquième position. « Cela signifie que nous avons accès à une puissance de calcul qu'aucun pays ne pourrait construire seul », a expliqué Evan Solomon, ministre canadien chargé de l'Intelligence artificielle.

Grâce à cet accord, les laboratoires de recherche et les entreprises canadiennes pourront participer aux programmes d'Euro HPC et réserver du temps d'utilisation sur ses supercalculateurs. Le premier équipement concerné sera Jupiter, installé à Jülich, dans l'ouest de l'Allemagne.

Jupiter est le premier supercalculateur européen capable d'effectuer un milliard de milliards d'opérations par seconde. Cette puissance lui permet de traiter des quantités considérables de données et de réaliser des calculs très complexes. Sa construction a été confiée au groupe français Eviden, qui l'a assemblé dans son usine d'Angers, en collaboration avec l'entreprise allemande Par Tec.

Les Canadiens pourront également utiliser les dix ordinateurs quantiques du réseau européen ainsi que ses 19 centres spécialisés dans l'intelligence artificielle. Ces installations permettent aux chercheurs et aux entreprises de développer et d'entraîner leurs propres modèles d'IA.

La coopération concernera aussi le programme Destination Earth. Porté par la Commission européenne, ce projet consiste à créer une copie numérique de la planète afin de mieux comprendre les changements climatiques et de prévoir avec davantage de précision les phénomènes météorologiques extrêmes.

Le Canada participe déjà depuis 2024 au programme européen de recherche Horizon Europe. Dans le cadre de cette collaboration, il s'est engagé à verser 99,3 millions d'euros sur quatre ans. Cette contribution lui permet également de prendre part indirectement au financement d'Euro HPC, dont une partie du budget provient de ce programme.

Parallèlement, Ottawa prépare la construction de son premier supercalculateur public entièrement consacré à l'intelligence artificielle. Le projet bénéficie d'un financement de 890 millions de dollars canadiens. Le gouvernement devrait désigner, au début de l'année 2027, l'organisme chargé de sa réalisation. Evan Solomon a déjà indiqué que le Canada était prêt à intégrer cette nouvelle machine au réseau européen lorsqu'elle sera opérationnelle.

Au-delà du partage des supercalculateurs, l'Union européenne et le Canada souhaitent développer d'autres projets dans le domaine de l'intelligence artificielle. Bruxelles a notamment confié à EuroHPC la mise en place de sept grandes infrastructures informatiques consacrées à cette technologie. Pour réaliser ces projets, l'Union européenne prévoit de mobiliser 30 milliards d'euros, avec une participation importante d'investisseurs privés.

Les entreprises et les groupements intéressés ont jusqu'au 12 novembre pour présenter leurs candidatures. La France s'est déjà déclarée candidate pour accueillir l'une de ces installations. Une fois construites, ces grandes infrastructures seront accessibles aux utilisateurs de l'ensemble des pays participant au programme, y compris le Canada.

Pour Anton Leicht, chercheur au Carnegie Endowment for International Peace, cette mise en commun des moyens informatiques constitue l'un des domaines dans lesquels les puissances moyennes de l'intelligence artificielle peuvent rapidement renforcer leur coopération. Toutefois, il souligne que l'Europe et le Canada restent dépendants des capacités américaines. Aux États-Unis, les investissements portent notamment sur des ensembles informatiques dont la puissance peut atteindre un gigawatt, soit l'équivalent de celle d'un réacteur nucléaire.

Les deux partenaires souhaitent également agir ensemble sur les règles qui encadrent le développement de l'intelligence artificielle. Le gouvernement canadien propose la création d'un conseil international, inspiré du Conseil de stabilité financière, chargé de surveiller les modèles d'IA les plus avancés et de contribuer à la protection des infrastructures essentielles.

De son côté, l'Union européenne a commencé à appliquer son règlement sur l'intelligence artificielle, connu sous le nom d'AI Act. Mais pour Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée de la souveraineté technologique, les règles européennes ne suffisent pas face à des risques qui dépassent les frontières. Elle estime qu'un cadre commun à l'échelle internationale devient nécessaire.

La coopération entre Ottawa et Bruxelles concerne aussi directement les entreprises du secteur. Dès le premier jour du sommet, le Canada a annoncé sa participation au capital de Cohere, une entreprise spécialisée dans l'intelligence artificielle et basée à Toronto. En septembre, cette dernière avait conclu un accord pour racheter son concurrent allemand Aleph Alpha. Les deux sociétés ambitionnent de proposer aux administrations et aux entreprises des solutions capables de concurrencer les grandes plateformes américaines.

Enfin, les deux partenaires ont engagé les premières démarches pour construire une liaison directe de données entre l'Europe et le Canada, à travers l'océan Atlantique. Ce projet répond à un enjeu important pour Ottawa : près de 80 % du trafic Internet canadien transite actuellement par les États-Unis. La création d'une liaison indépendante permettrait ainsi de diversifier les connexions et de renforcer la maîtrise des échanges numériques du pays.

S.N.O

ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

FINANCEMENT CLIMATIQUE

KAOUTER KRIKOU PRÉSENTE LES PROGRÈS DE NOTRE PAYS

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, a déclaré hier à Alger que l'Algérie a fait de grands progrès dans la construction de son cadre national pour l'action climatique. Ce cadre est en accord avec les engagements internationaux du pays et intègre la question du climat dans les politiques et programmes de développement.

Par Halim Derdar

La ministre s'exprimait lors d'un atelier national sur « le financement climatique et les marchés du carbone », ouvert par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal. Elle a affirmé que l'Algérie veille à faire de l'action climatique un moyen de diversifier son économie et de soutenir l'investissement productif, conformément à ses priorités et choix nationaux.

Dans ce cadre, elle a rappelé que l'Algérie avait déposé la version actualisée de sa contribution déterminée au niveau national (CDN) auprès du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce document comprend les engagements de réduction des émissions et de renforcement des efforts nationaux en la matière. La ministre a également évoqué l'élaboration du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC), considéré comme une référence pour identifier les risques climatiques et définir les mesures sectorielles nécessaires pour y faire face.

Elle a aussi mis en avant les efforts déployés pour renforcer les systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV), ainsi que pour développer le système national de surveillance et d'alerte, tout en consolidant la coopération avec les organisations et institutions onusiennes afin de soutenir les capacités nationales face aux changements climatiques.

La transition climatique n'est plus seulement un défi environnemental, mais est devenue un facteur déterminant dans divers fondements du développement, y compris les modes de production, de consommation, de commerce et les flux d'investissement, a-t-elle ajouté. À cet égard, Mme Krikou a souligné que l'Algérie poursuit ses efforts visant à renforcer l'action climatique et à intégrer la dimension environnementale dans les politiques et programmes de développement, en cohérence avec ses engagements internationaux et ses priorités nationales, dans le cadre de sa démarche de lutte contre les changements climatiques. Elle a relevé l'importance de la coordination institutionnelle et d'une gouvernance intégrée et durable en la matière.

La participation de l'Algérie à la COP31, prévue ce mois-ci en Turquie, s'articulera autour d'un programme d'envergure reflétant son engagement face aux changements climatiques et son adaptation à leurs impacts, selon une approche nationale et un accompagnement onusien durable, a fait savoir la ministre.

Organisé par le ministère des Hydrocarbures et le groupe Sonatrach sous le patronage du Premier ministre, cet atelier de deux (2) jours a vu la participation de membres du Gouvernement, de représentants d'instances et d'institutions nationales et internationales, ainsi que de plusieurs représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

H.D

DÉCHETS RADIOACTIFS MARINS

MENACE SILENCIEUSE AU FOND DE L'ATLANTIQUE

Par Chaïmaa Sadou

Plus de 200 000 fûts radioactifs reposent à près de 4 700 mètres de profondeur dans l'Atlantique Nord-Est. La mission scientifique française NODSSUM a récemment mis en évidence la dégradation de plusieurs conteneurs et la présence de traces de contamination dans leur environnement immédiat. Un héritage environnemental qui soulève encore de nombreuses interrogations.

Entre 1949 et 1990, quatorze pays ont eu recours à l'immersion de déchets radioactifs dans différents océans. Dans l'Atlantique Nord-Est, plus de 200 000 fûts métalliques ont été largués dans les plaines abyssales sur une zone estimée à 14 500 km² dans les eaux internationales, entre 3 000 et 5 000 mètres de profondeur. Le Royaume-Uni a mené la majorité des opérations, suivi par la Belgique et la France. Les déchets étaient enfermés dans du béton ou du bitume afin d'assurer leur confinement durant plusieurs décennies, dans l'espoir que la décroissance naturelle de la radioactivité réduise progressivement les risques.

Cette stratégie comptait aussi sur l'océan pour diluer les substances radioactives. Adoptée en 1972, la Convention de Londres a limité ces pratiques jusqu'à leur arrêt en 1993. Cette pollution s'inscrit dans une responsabilité plus large : plusieurs rapports internationaux, dont ceux du GIEC et du PNUE, soulignent les engagements limités des États-Unis, de la non-ratification du protocole de Kyoto au financement restreint du Fonds vert pour le climat. L'immersion en mer illustre cette logique de délégation de la pollution à l'océan.

Afin d'évaluer leur état actuel, le CNRS a lancé la mission NODSSUM. Après une première campagne de cartographie menée en 2025 grâce au robot autonome UlyX, une seconde opération a été conduite entre mai et juin 2026 avec le submersible Nautile, qui a effectué vingt plongées et photographié une cinquantaine de fûts. Les chercheurs ont localisé 3 355 fûts sur une surface représentant seulement 2 % de la zone concernée.

Les observations montrent que plusieurs conteneurs présentent une corrosion avancée. Certains sont partiellement ouverts et des traces de matière contaminée ont été détectées dans les sédiments voisins. Les mesures effectuées sur place révèlent des niveaux de radioactivité supérieurs aux prévisions initiales, sans que les scientifiques signalent à ce stade un risque majeur.

Cette redécouverte met en lumière le manque de suivi environnemental dont ces sites ont longtemps fait l'objet. Pendant des décennies, l'état des conteneurs et leur impact sur le milieu marin sont restés largement méconnus.

Sur ces structures dégradées, la vie s'est pourtant installée. Anémones, éponges et crabes colonisent ces habitats artificiels. Des prélèvements d'eau, de sédiments et d'organismes ont été réalisés afin de déterminer si des radionucléides circulent dans la chaîne alimentaire abyssale et d'évaluer un éventuel phénomène de bioaccumulation. Les analyses se poursuivront plusieurs mois. Les premiers résultats complets sont attendus début 2027 et seront transmis à l'organisation OSPAR, chargée de protéger l'Atlantique Nord-Est, pour renforcer la surveillance de ces sites.

En définitive, l'océan n'oublie rien. Cette découverte rappelle que les choix effectués il y a plusieurs décennies continuent d'interroger la gestion des déchets radioactifs et la responsabilité collective en matière de protection des milieux marins.

C.S

NITRATES DANS L'EAU POTABLE

DES ONG PRESSENT L'OMS DE REVOIR SES NORMES

Par Ikram Haou

La hausse de la concentration des nitrates dans l'eau constitue un signal d'alerte écologique et sanitaire mondial majeur, à l'intersection de la santé humaine, de la crise environnementale et de l'effondrement de la biodiversité. Dans ce cadre, 85 organisations environnementales regroupant des professionnels de santé (ONG) ont appelé hier l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à revoir ses normes, vieilles de plusieurs décennies, concernant la concentration des nitrates dans l'eau potable. À l'occasion de la Journée mondiale « une seule santé » (One Health), les organisations environnementales, notamment Greenpeace International et la WONCA (World Organization of Family Doctors), qui représente des médecins généralistes, ont fermement demandé à l'OMS d'abaisser ses standards sur la teneur en nitrates de l'eau potable, au lieu des dernières normes établies en 1958 par l'OMS, qui fixent 50 mg/L et qui sont déjà dépassées selon les ONG. Cette demande fait suite à leur étude scientifique, qui explique que les effets toxiques des résidus de nitrates laissés par l'agriculture intensive sont reconnus comme particulièrement dangereux pour les enfants et les femmes enceintes. Si l'on parle de l'agriculture intensive, c'est le système de production agricole conçu pour maximiser le rendement des cultures ou de l'élevage sur une surface donnée, où les agriculteurs ajoutent de grandes quantités d'azote dans le sol pour qu'il se transforme en nitrate (NO3-), parce que c'est la forme spécifique d'azote que les racines des plantes peuvent facilement absorber et utiliser pour grandir. Or, leur utilisation excessive, comme en Inde, avec des valeurs moyennes dépassant souvent 66 mg/L à 134 mg/L selon les régions agricoles, s'est transformée en une source majeure de pollution de l'eau et des milieux naturels.

Mais il y a aussi d'autres raisons, comme à la bande de Gaza (Palestine), qui est confrontée à des niveaux critiques où les concentrations dans les nappes phréatiques ont pu atteindre des pics extrêmes de l'ordre de 500 mg/L en raison de la surexploitation et de la pollution. Parmi les problèmes provoqués par cette utilisation excessive, le « syndrome du bébé bleu » désigne une coloration bleutée de la peau, des lèvres, des ongles ou des muqueuses chez le nourrisson, causée par une oxygénation insuffisante du sang. Mais, d'après les ONG, les normes n'ont pas été mises à jour en réponse aux preuves épidémiologiques solides liant l'exposition chronique à de faibles taux de nitrate à des risques à long terme pour la santé humaine. D'autres problèmes de santé sont également en cause, tels que le cancer colorectal et des complications à la naissance. Selon le communiqué, le président de la WONCA, Pratyush Kumar, indique qu'une étude montre que le nitrate dans l'eau potable, à des niveaux bien inférieurs aux limites fixées actuellement par l'OMS (50 mg/L), peut provoquer le cancer de l'intestin et des naissances prématurées. Il ajoute que des centaines de millions de personnes dans le monde sont exposées à des taux de nitrate élevés, avertit la lettre des ONG. À cette occasion, Amanda Larsson, responsable agriculture chez Greenpeace, a déclaré que l'eau devrait être source de vie, et non la menacer. De même, les conclusions publiées en 2025 par un comité d'experts mandaté par le gouvernement danois, selon lesquelles les normes internationales actuelles ne sont pas adaptées pour protéger la santé publique, ont été citées par les ONG. Enfin, cette lettre ouverte publiée par les ONG a pour objectif de mettre en évidence l'interdépendance de la santé humaine, de celle des animaux et des végétaux et de celle des écosystèmes. Elle recommande de réduire le taux acceptable de nitrate dans l'eau de boisson à 6 mg/L, presque dix fois moins que le seuil actuel de l'OMS. Le gouvernement danois s'est engagé cette année à suivre ces recommandations. Mais la plupart des gouvernements ajustent leurs normes sur celles de l'OMS, relèvent les ONG, estimant qu'une mise à jour est vitale pour réformer les politiques mondiales.

I.H

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

PROGRAMME « SANÂA »

UNE DEUXIÈME ÉDITION AVEC DE NOUVELLES SPÉCIALITÉS ET DES HORAIRES ADAPTÉS À TOUS

Le programme national « Sanâa », lancé par le ministère de la Formation professionnelle, aide les jeunes et les adultes à apprendre des métiers manuels et pratiques. Après le grand succès de la première édition, une deuxième session a débuté le 2 novembre 2026, avec de nouvelles spécialités et des horaires adaptés à tous.

Par Hamida Indja



Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a lancé un programme national appelé « Sanâa », qui signifie « métier ». Ce projet a été officialisé le 31 mai 2026 par la ministre Nacima Arhab. Il se déroule pendant les vacances d'été pour donner envie aux jeunes d'apprendre des métiers manuels et techniques. Son but est de leur donner les bases pour qu'ils puissent exercer différents métiers.

La première édition a connu un grand intérêt de la part des candidats. Les inscriptions, ouvertes du 31 mai au 4 juin 2026, ont enregistré 173 800 demandes à travers 38 wilayas. Après l'étude de tous les dossiers, 114 133 personnes remplissant les conditions requises ont été choisies pour suivre la formation de leur choix.

Pour que cette première édition se passe bien, plus de 600 centres et écoles de formation ont été ouverts dans les wilayas concernées. Plus de 2 000 formateurs et accompagnateurs ont aussi participé pour organiser et guider les jeunes pendant leur apprentissage. Chaque participant a eu droit à 90 heures de formation pour apprendre les bases du métier qu'il a choisi.

Comme beaucoup de personnes ont apprécié ce projet, le ministère a lancé une deuxième édition, dont les inscriptions se sont faites du 10 au 15 octobre 2026. Cette nouvelle session est ouverte à tout le monde à partir de 15 ans et sans limite d'âge maximum. Cela permet aux jeunes et aussi aux adultes qui veulent apprendre un métier de profiter de cette belle occasion.

Au départ, six spécialités professionnelles étaient proposées, comme la peinture, l'électricité des bâtiments, le plâtre et la pose des plaques de BA13, la plomberie et les installations sanitaires, la soudure, ainsi que le froid et la climatisation.

Le 23 octobre, le ministère a annoncé l'ajout de deux nouvelles spécialités dans chaque wilaya, en plus des six premières. Certaines de ces nouvelles formations sont destinées aux femmes. Cette décision a été prise pour répondre aux demandes des candidats et s'adapter aux besoins de chaque région.

La deuxième édition a officiellement commencé le 2 novembre 2026. Comme la première fois, chaque personne qui suivra une formation aura droit à 90 heures de pratique, encadrée directement par des spécialistes. Les horaires seront fixés par les directions de la formation professionnelle de chaque wilaya selon ce qui arrange les inscrits.

Les cours pourront se faire en semaine de 16 h à 19 h, ou bien les vendredis et samedis, selon l'organisation de chaque région. Les inscriptions à ce programme se font en ligne à travers la plateforme : takwin.dz/san3a.

Avec « Sanâa », le ministère veut lier la formation professionnelle aux besoins des habitants et donner envie d'apprendre des métiers pratiques. Ce projet sert aussi à donner de la valeur au travail des mains, à développer les compétences et à donner à tout le monde la chance d'apprendre un métier. Cela fait partie des efforts pour rendre la formation professionnelle plus forte et pour encourager le travail et la production.

H.I

ONU

UN PROGRAMME D'ASSURANCE DE 40 MILLIONS DE DOLLARS CONTRE LES CATASTROPHES NATURELLES

L'Organisation des Nations unies (ONU) a lancé un nouveau programme d'assurance permettant de mobiliser jusqu'à 40 millions de dollars supplémentaires pour faire face aux catastrophes naturelles, indique le Bureau onusien pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Cette initiative vise à apporter un soutien financier aux familles et aux communautés exposées aux catastrophes naturelles avant même leur survenue, afin de protéger leurs habitations, leurs ressources alimentaires et leurs moyens de subsistance, notamment lorsque plusieurs catastrophes se produisent simultanément et exercent une pression exceptionnelle sur les ressources disponibles.

Piloté par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ce mécanisme entend constituer une sécurité financière garantissant la continuité de l'aide humanitaire anticipative, y compris durant les années marquées par des niveaux exceptionnellement élevés de catastrophes et de besoins.

Dans le cadre de ce dispositif, OCHA mobilise des financements pour soutenir les populations lorsque les prévisions annoncent l'imminence d'une catastrophe. Lorsque les besoins dépassent un seuil préalablement convenu pour ces allocations, les compagnies d'assurance interviennent afin de fournir des ressources supplémentaires.

Ce mécanisme doit ainsi permettre aux acteurs humanitaires d'élargir leur intervention et d'atteindre davantage de personnes vulnérables avant que les catastrophes ne surviennent.

R.S

FEMMES DIRIGEANTES D'ENTREPRISES

PROGRÈS AU SOMMET, MAIS L'ÉGALITÉ RESTE À CONQUÉRIR

Les femmes progressent à la tête des entreprises, mais l'égalité professionnelle reste loin d'être acquise, indique l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans un nouveau rapport publié mardi, appelant à traduire les engagements en progrès tangibles.

Le rapport établit que la représentation des femmes à la tête des entreprises s'est améliorée au cours de la dernière décennie, comme l'illustre la part des conseils d'administration présidés par une femme, passée de 13,1 % en 2013 à 30,9 % en 2025 et la proportion des entreprises dirigées par une femme a grimpé de 23,4 % à 28,2 % sur la même période.

Cependant, l'OIT souligne que, malgré les progrès enregistrés au cours de la dernière décennie, les femmes restent sous-représentées dans les fonctions de direction. A l'échelle mondiale, elles occupent 30,5 % de ces postes, contre 24,5 % en 2000. Le rapport met également en évidence un décalage entre les engagements affichés et les actions réellement menées. En 2025, près des trois quarts des entreprises interrogées, soit 74,8 %, déclaraient disposer d'une politique d'égalité et de diversité ou d'un dispositif équivalent. Pourtant, la part de celles qui mettaient effectivement en œuvre des initiatives dans ce domaine a diminué de près de onze points en sept ans, en passant de 37,4 % en 2018 à 26,5 % en 2025, selon l'OIT.

Fondée sur une enquête menée auprès de 11.957 entreprises dans 99 pays, cette étude souligne la nécessité de transformer les politiques d'égalité en mesures concrètes et mesurables.

"L'égalité entre les femmes et les hommes est un droit fondamental, et les données montrent clairement qu'elle constitue également un puissant moteur de développement durable des entreprises et de croissance économique", a déclaré le directeur général de l'OIT, Gilbert Houngbo, appelant à traduire les engagements en progrès tangibles. De son côté, Maria Paz Anzorreguy, directrice du Bureau des activités pour les employeurs de l'OIT, a souligné l'intérêt économique d'une meilleure représentation des femmes dans le monde professionnel. "A l'heure où les entreprises se livrent concurrence pour attirer les compétences et les talents, ne pas exploiter pleinement le potentiel des femmes n'a guère de sens sur le plan économique", a-t-elle relevé.

Pour améliorer la situation, l'OIT recommande de renforcer les possibilités d'évolution professionnelle des femmes, de recourir à des indicateurs de genre et à des objectifs volontaires, ainsi que de faciliter leur accès aux fonctions et aux secteurs où elles demeurent sous-représentées. L'organisation préconise également d'intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans les stratégies des entreprises et leurs mécanismes de responsabilisation. Elle appelle enfin à agir sur les obstacles structurels qui dépassent le cadre professionnel, notamment la répartition inégale des responsabilités familiales et des tâches de soins, la ségrégation professionnelle et la persistance de normes sociales.

S.S

HADJ 2027

PROLONGATION DE L'OPÉRATION DE PAIEMENT DES FRAIS DU HADJ DU 3 AU 5 NOVEMBRE

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a annoncé lundi dans un communiqué, la prolongation "exceptionnelle" des délais de paiement des frais du Hadj au titre de la saison 1448H/2027, du mardi 3 novembre au jeudi 5 novembre 2026.

"L'Office national du pèlerinage et de la omra informe les pèlerins n'ayant pas encore finalisé l'opération de paiement des frais du Hadj pour la saison 1448H/2027 que, exceptionnellement, la date limite de paiement est prolongée du mardi 3 novembre 2026 au jeudi 5 novembre 2026 à 18h00", selon le communiqué.

L'Office a précisé que "cette prolongation s'applique à tous les modes de paiement agréés", ajoutant que "les personnes concernées sont priées de finaliser l'opération de paiement durant cette période exceptionnelle".

R.S

ACTUALITÉS SPORTIVES

FOOT/ CAF AWARDS 2026

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE FÉMININE NOMMÉE POUR LE TITRE DE MEILLEURE NATION AFRICAINE DE L'ANNÉE

La sélection nationale féminine figure parmi les dix pays nommés pour le prestigieux trophée d'équipe nationale de l'année, en prévision de la cérémonie des CAF Awards 2026 de la Confédération africaine de football (CAF), prévue le 7 décembre prochain à Lagos (Nigeria).



Cette nomination vient couronner une année 2026 historique pour les joueuses du sélectionneur Farid Benstiti, marquée par un parcours exceptionnel lors de la dernière Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2026), où les Vertes ont décroché une médaille de bronze inédite et le prix du Fair-play. Cette troisième place continentale a surtout permis à l'Algérie de valider sa toute première qualification historique pour la phase finale de la Coupe du monde féminine de la FIFA, prévue en 2027 au Brésil.

Le football féminin algérien s'illustre particulièrement lors de cette édition 2026 puisque deux autres représentantes de la sélection figurent dans les listes restreintes de la CAF : la défenseure Marine Dafeur, en lice pour le titre de Joueuse africaine de l'année, et la gardienne Chloé N'Gazi, nommée pour le trophée de Gardienne de l'année.

L'Algérie sera en concurrence pour le titre collectif avec neuf autres nations : l'Afrique du Sud, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert, le Ghana, le Malawi, le Mali, le Maroc et le Nigeria.

RS

FOOT/ CAF AWARDS 2026

MARINE DAFEUR ET LA GARDIENNE CHLOÉ N'GAZI NOMINÉES

La défenseure Marine Dafeur et la gardienne Chloé N'Gazi ont été nommées respectivement pour le titre de la joueuse de l'année et le trophée de gardienne de l'année, dans le cadre de la cérémonie des CAF Awards 2026, a indiqué la Confédération africaine (CAF), mardi dans un communiqué.

Désignée parmi les 10 meilleures joueuses du continent africain, Marine Dafeur (32 ans) récolte les fruits d'une année exceptionnelle de régularité. Leader technique de la sélection algérienne, sa rigueur défensive couplée à sa vision offensive ont été des atouts majeurs dans le parcours héroïque de l'Algérie lors de la CAN Féminine 2026, conclue par une médaille de bronze historique.

Dans la catégorie des gardiennes de but, Chloé N'Gazi s'impose logiquement parmi les 10 finalistes. Héroïque sur sa ligne tout au long de la CAN 2026, elle a écœuré les attaques adverses et s'est affirmée comme l'un des piliers indispensables de l'équipe nationale. Ces nominations jumelées représentent un tournant majeur pour le football féminin algérien.

Les lauréates de cette édition seront officiellement couronnées lors du gala annuel des CAF Awards qui se tiendra à Lagos (Nigeria) le 7 décembre 2026.

RS

FOOT/LIGUE 2

DRISS BETTAYEB NOMMÉ À LA BARRE TECHNIQUE DE L'ES MOSTAGANEM

Le technicien Driss Bettayeb a été nommé nouvel entraîneur de l'ES Mostaganem, pensionnaire du championnat de Ligue 2 de football, groupe Centre-Ouest, a-t-on appris mardi auprès du club.

Cette nomination intervient deux jours après la résiliation du contrat liant le technicien à l'ASM Oran, qui évolue dans le même groupe de la Ligue 2.

Bettayeb sera accompagné dans sa nouvelle mission par son adjoint à l'ASM Oran, l'ancien attaquant international, Noureddine Deham, avec lequel il poursuivra son travail à la tête de la formation mostaganémoise.

Relégué en Ligue 2 à l'issue de la saison précédente, l'ESM occupe actuellement la quatrième place du classement avec 14 points, au terme de huit journées de championnat, à six longueurs des deux leaders, le GC Mascara et l'USM Blida.

Le nouvel entraîneur de l'Espérance possède une expérience du football de la région, puisqu'il avait déjà dirigé le WA Mostaganem, club voisin qu'il avait conduit à l'accession en Ligue 1 il y a trois saisons.

L'arrivée de Bettayeb intervient dans un contexte où le club mostaganémois ambitionne de retrouver sa place parmi l'élite du football national, après sa relégation à l'issue du précédent exercice.

RS

FOOT / LIGUE 1 MOBILIS (8E JOURNÉE)

LE CRB PREND LES COMMANDES, LE CRT ACCROCHÉ À DOMICILE

Le CR Belouizdad a pris seul la tête du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, en dominant la JS Saoura (1-0), lundi soir au stade olympique du 5-Juillet (Alger), en clôture de la 8e journée, marquée également par le match nul entre le CR Témouchent et l'US Biskra (1-1). Le Chabab a attendu la seconde période pour trouver la faille face à une formation de la Saoura longtemps solide défensivement. L'attaquant tunisien Mohamed Ali Ben Hammouda a inscrit l'unique but de la rencontre sur penalty (51'), consécutivement à une faute dans la surface sur le défenseur Chelfaoui. L'ancien sociétaire de l'ES Tunis compte désormais 4 buts au compteur, en compagnie de Riyad Benayad (ES Sétif), et revient à une longueur des co-meilleurs buteurs du championnat, Dadi Mouaki (JS El-Biar) et Mohamed Ramdaoui (USM Alger), qui comptent cinq buts chacun.

Grâce à ce succès, le CRB porte son total à 17 points, avec un match en retard, et prend une longueur d'avance sur la JS Kabylie (16 pts), qui avait remporté vendredi son duel face à la JS El-Biar (1-0) au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou. La JS Saoura, en revanche, continue de traverser une période difficile. Toujours sans victoire, elle occupe la 15e place avec trois points et un match en moins, restant ainsi dans la zone de relégation.

Dans l'autre rencontre disputée lundi, le CR Témouchent et l'US Biskra n'ont pu se départager (1-1). Belkhadem a donné l'avantage aux visiteurs (34') sur un joli coup franc direct, avant que Saïhi ne remette les deux équipes à égalité à la 72e minute. Ce partage des points permet au CRT de totaliser neuf unités et de se positionner à la huitième place, tandis que la formation des Ziban demeure lanterne rouge avec trois points, à égalité avec la JSS, sans avoir encore remporté la moindre rencontre cette saison.

Les principaux faits marquants de cette 8e journée ont vu le MC Oran être tenu en échec par l'Olympique Akbou (0-0), au stade Miloud-Hadefi, un résultat qui a freiné les ambitions des Oranais dans la course au fauteuil de leader. La JSK a, de son côté, assuré l'essentiel face à la JSEB (1-0), alors que le triple champion en titre, le MCA a poursuivi sa marche en avant, en battant avec autorité l'USM Khenchela (2-0), au stade de Douera.

La 9e journée débutera samedi prochain et sera notamment marquée par le derby entre l'Olympique Akbou et la JS Kabylie, prévu au stade des Martyrs à Akbou (14h00). Le match USM Alger-MC Oran est reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement des Algérois en Supercoupe d'Afrique, prévue dimanche prochain face aux Sud-Africians de Mamelodi Sundowns, au stade Loftus Versfeld de Pretoria (14h00, heure algérienne).

RS

FOOT/ LIGUE 1 (MISE À JOUR) MCA-MCO : LE DOYEN VISE LE PODIUM, LES ORANAIS EN QUÊTE DE RACHAT

Le MC Alger accueillera le MC Oran, ce mercredi au stade Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douera, à huis clos (20h00), avec des objectifs différents pour les deux équipes, lors de cette mise à jour de la 1re journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football.

Sur sa lancée, le Doyen (6e, 13 pts) espère enchaîner un troisième succès consécutif en championnat et s'imposer face aux Oranais pour monter sur le podium et confirmer ses ambitions de conserver son titre.

De son côté, le MCO (3e, 15 pts), freiné à domicile par l'Olympique Akbou (0-0) lors de la précédente journée (la 8e), tentera de revenir de Douera avec un résultat positif, afin de conforter sa position sur le podium.

Les Oranais espèrent notamment tirer profit de l'absence du public, après la décision de la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) d'infliger au club algérois deux matchs à huis clos.

Cette rencontre revêt ainsi un enjeu important pour les deux formations, le MCA cherchant à rejoindre le podium, tandis que le MCO entend éviter d'être éjecté du Top 3.

Sur le plan de l'effectif, le MCA sera amoindri par l'absence de son capitaine Ayoub Abdellaoui, ainsi que des deux milieux de terrain Zakaria Naïdji et Zinédine Ferhat, blessés. En revanche la formation oranaise devrait se présenter avec l'ensemble de son effectif.

RS

ACTUALITÉS SOCIOCULTURELLES

FOIRE ARTISANALE À TIZI-OUZOU

A LA DÉCOUVERTE DU SAVOIR-FAIRE ANCESTRAL

Une foire de l'artisanat aura lieu du 8 au 12 novembre à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. Elle est organisée par la Chambre de l'Artisanat et des Métiers de la wilaya, selon les organisateurs.

Placée sous le thème « Notre métier, notre identité : Un héritage pour notre avenir », cette foire est organisée en coordination avec la Direction du tourisme et de l'artisanat, à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan, célébrée chaque année le 9 novembre.

L'événement réunira des artisans de la wilaya qui présenteront une grande variété de métiers et de créations : bijouterie traditionnelle, tapis et tissage, poterie et céramique, travail du bois, couture et broderie, ainsi que l'habillement traditionnel.

Pendant ces cinq jours, une journée d'étude sur la promotion et la vente en ligne des produits de l'artisanat est prévue le 10 novembre. Une cérémonie en hommage aux artisans clôturera l'événement le 12 novembre.

RC



CINÉMA

FORTE PARTICIPATION À LA RENCONTRE NATIONALE DU COURT MÉTRAGE

Une forte participation de délégations, représentant 32 wilayas du pays, est relevée à la rencontre nationale du court métrage, dimanche dans la soirée à Laghouat.

Ouvert par le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, cet évènement culturel national, visant à créer un espace idoine aux passionnés du 7ème art pour promouvoir leurs talents et développer leurs connaissances à travers des échanges d'expériences, prévoit des ateliers de formation théorique et pratique sur les activités cinématographiques. Le programme comporte notamment des workshops en écriture de scénarios de court métrage, bandes d'annonces de films et réalisation, encadrés par des spécialistes, permettant aux participants de se perfectionner dans les techniques de production cinématographique, a indiqué le directeur de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Laghouat, Brahim Slimani.

A l'ordre du jour de cet évènement, figurent aussi la projection de films devant un jury et en présence du public, des soirées artistiques en l'honneur des délégations participantes, des expositions et un circuit touristique valorisant les potentialités touristiques et archéologiques de la région.

Cette manifestation culturelle juvénile sera sanctionnée, mercredi prochain, par une cérémonie de remise des distinctions, dans le but d'encourager les activités cinématographiques créatrices chez les jeunes et la détection de nouveaux talents pouvant contribuer à l'enrichissement de la scène culturelle et artistique nationale.

R.C

HISTOIRE DU MOUVEMENT DU CINÉMA AMATEUR

L'IMPORTANCE DE LA MULTIPLICATION DES CINÉ-CLUBS DÉDIÉS AUX JEUNES SOULIGNÉE

L'importance de la multiplication des ciné-clubs dédiés aux jeunes, a été soulignée lundi à Constantine par les participants à une rencontre-débats sur l'histoire du mouvement du cinéma amateur, qui s'est déroulée à la Maison de la culture Malek-Haddad.

Le renforcement des ciné-clubs dédiés aux jeunes à travers les maisons de jeunes, les établissements et résidences universitaires, les centres et instituts de formation professionnelle, à même des structures scolaires, participe à inculquer l'éducation artistique et culturelle, a précisé à l'APS le cinéaste Abdelkrim Fedaoui d'Alger lors de cette rencontre inscrite dans le cadre du programme de la 5e édition des journées Ciné-Cirta, initiée par l'association culturelle Numidi-Arts.

"Le ciné-club qui est un moyen servant à découvrir l'art cinématographique et de transmettre le goût du cinéma, permettra de développer les connaissances et la culture des jeunes dans le champ du cinéma, de favoriser l'échange et l'écoute autour des œuvres en plus de les initier à la pratique de la programmation cinématographique", a indiqué le même intervenant, spécialisé dans la mise en scène.

Impliquer les jeunes dans la communication, la programmation et l'animation des séances cinématographiques qui favorisent le travail en équipe et la création d'un espace d'échange convivial, le développement de leurs compétences et capacités à entreprendre, leur autonomie et leur coopération avec les autres, promouvoir leur esp rit de responsabilités en plus de les initier aux divers métiers du cinéma, sont les autres objectifs de la mise en place de tels clubs, a ajouté de son côté, le réalisateur Chamsseddine Bouteba de Biskra.

D'autres thèmes traitant l'histoire du cinéma amateur, ont été également abordés lors de cette rencontre –débats avec la participation de professionnels et experts en la matière.

R.C

LE 29e SILA INNOVE

UN ESPACE EST CONSACRÉ À L'HISTOIRE ET À LA MÉMOIRE EN MAPPING 3D

Le 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), qui se tient du 28 octobre au 7 novembre au Palais des expositions des Pins, innove en consacrant à l'histoire et à la Mémoire un dispositif de mapping 3D, une technologie audiovisuelle qui offre une expérience immersive à travers des projections d'images. Déployé au pavillon Gourara et accessible gratuitement, ce dispositif offre une immersion d'une durée de dix minutes, aux visiteurs pour redécouvrir les grandes périodes qui ont marqué l'histoire de l'Algérie, depuis l'Antiquité jusqu'à la lutte pour l'indépendance et les étapes de la construction de l'État algérien. Cette louable initiative, qui coïncide avec le 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, permet aussi de promouvoir le tourisme culturel et patrimonial, en mettant en valeur les richesses et l'héritage du pays et de les transmettre, via les nouvelles technologies aux jeunes générations.

R.C

JOURNÉES ALGÉRIENNES DU CINÉMA CONTEMPORAIN

LE 7e ART FAIT RAYONNER LA VIE CULTURELLE D'EL EULMA

El Eulma, deuxième ville de la wilaya de Sétif, a vibré au rythme du 7e art à l'occasion des 1ères Journées algériennes du cinéma contemporain, organisées au théâtre régional de la ville, et qui ont contribué à insuffler un nouvel élan à la scène culturelle locale. La manifestation, qui a constitué un cadre d'échanges et de débats entre cinéastes de différents horizons et un public passionné de cinéma, a permis de faire découvrir de nouvelles expériences cinématographiques qui ont contribué à promouvoir le court-métrage et à raviver l'intérêt pour le septième art dans son ensemble.

La réalisatrice algérienne Nassima Louail a chaleureusement salué, dans une déclaration à l'APS, l'initiative d'organiser cet événement qu'elle a qualifié "d'occasion idéale pour mettre davantage en lumière le court-métrage" qui, selon elle, "a encore besoin d'être mieux connu par le grand public, bien plus habitué à regarder des longs-métrages".

Elle a ajouté que de tels rendez-vous cinématographiques offrent au public l'occasion de mieux apprécier le film court et de se familiariser avec ses contenus et ses concepts artistiques, estimant que l'organisation de journées et de festivals spécialisés "promeut la culture cinématographique et élargit le cercle de ses adeptes".

Nassima Louail a également appelé le public d'El Eulma à "s'impliquer dans cette initiative et à la soutenir afin d'en assurer la pérennité" et "à assister toujours nombreux aux projections et aux débats", avant de faire part de son "vif espoir" de voir ce type d'événements se multiplier dans les différentes régions du pays".

Elle a également souligné "l'importance de mettre à disposition des espaces de projection et de réhabiliter les salles de cinéma afin de renforcer le lien entre le public et le septième art". De son côté, Tarek Arab, artiste et homme de théâtre de la ville d'El Eulma, a estimé que l'organisation de cet événement artistique est "une initiative culturelle éminemment positive, susceptible de relancer l'activité cinématographique dans une agglomération où les deux salles de la ville ne désemplissaient jamais, de promouvoir sa présence dans le paysage culturel local et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes pour qu'ils puissent exprimer leurs préoccupations et faire passer leurs messages à travers le septième art". Il a ajouté que le fait que cette manifestation culturelle et artistique accueille des ateliers formant au "jeu d'acteur cinématographique", à "l'écriture de scénario", à "la prise de son" et au métier "d'assistant réalisateur", ne peut que permettre à ces journées d'atteindre leur objectif en "encourageant, surtout, les jeunes talents à se lancer dans l'aventure de la production cinématographique". Pour rappel, 30 courts-métrages produits en Algérie, au Sahara occidental, en Palestine, au Yémen, au Sultanat d'Oman, en Jordanie, en Egypte, en Tunisie, en Irak, aux Pays-Bas, en Espagne, en France et en Syrie sont en compétition durant cette 1ère édition organisée sous le slogan "Quant l'image parle", à l'occasion de la commémoration du 72ème anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération, pour se poursuivre jusqu'au 4 novembre.

Lundi, la 2ème journée de cette compétition a été marquée par la projection de 10 courts-métrages, parmi lesquels "La Porte" du réalisateur palestinien Khaled Khamash, "Le rêve ultime" de Malak Abdelali (Irak), "Coup de pouce" d'Abdelkader Guidoum (Algérie) et le film d'animation "Le Pont" de Mohamed-Tahar Chawki Boukaf.

R.C

DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

DUPLICITÉ

TRUMP « SE MONTRE AIMABLE » AVEC MOSCOU PENDANT QUE LA CIA INTENSIFIE LA GUERRE

The Atlantic, le 23 octobre, publiait un profil du chef de la CIA, John Ratcliffe. Son sous-titre contient le "récit" le plus significatif de l'article : « Le directeur de la CIA, John Ratcliffe, dirige une agence qui est en guerre contre la Russie, pendant que Trump se montre aimable avec Poutine ».

Par Alastair Crooke
Mondialisation.ca, 03 novembre 2026



L'article de The Atlantic ne cache pas son objectif. Il s'agit de présenter Ratcliffe comme un professionnel impartial qui connait parfaitement les subtilités de la guerre en Ukraine. Et qui les explique « telles qu'elles sont » au président, laissant ce dernier décider des options.

Ce panégyrique de Ratcliffe publié par The Atlantic cache cependant des questions de fond sur la probité des analyses de la CIA ; leur impact sur la politique ; et la mesure dans laquelle la pure excitation de l'action secrète militarisée entrave inévitablement les rapports analytiques qui lui sont contraires. L'analyse ne correspond pas à la réalité.

Les services de renseignements ne sont jamais totalement objectifs. Et leur professionnalisme repose en grande partie sur l'état d'esprit ambiant, qui peut changer – et changera.

À titre d'exemple, un ancien chef de la division de recherche et d'analyse du renseignement militaire de Tsahal, le général Itai Brun, a averti que l'incapacité d'Israël à reconnaître ce que le Hamas planifiait pour le 7 octobre résultait, non pas d'un manque d'informations, mais d'un échec de culture et d'approche :

« Même après l'attaque [du 7 octobre], les services de renseignement n'ont pas intériorisé que le Hamas croyait qu'il pouvait réussir … L'ensemble du réseau de renseignement militaire n'écoutait pas, car il était convaincu qu'il savait … Il ne pouvait pas accepter la possibilité qu'il puisse se tromper ».

C'est la « culture »

Ainsi, en ce qui concerne la "culture", deux points ressortent de l'article de The Atlantic : Premièrement, l'article laisse entendre que Ratcliffe est perçu par son personnel comme « lucide sur la menace que la Russie représente non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour les États-Unis et ses alliés« . Suggérant que Radcliffe voit la Russie comme un éternel ennemi de l'Occident. Deuxièmement, l'article souligne que la CIA « dirige les choses » en Ukraine et que son aile paramilitaire, l'aile d'action secrète, est ravie d'être autant occupée.

Comme le souligne Larry Johnson, un ancien responsable de la CIA :

"La CIA aide l'Ukraine à éliminer la capacité de raffinage russe. Les prix du diesel montent en flèche. Ensuite … en plein pourparlers de paix à Miami … Le président [Trump] annonce un accord pour que la Russie vende son diesel sur le marché mondial … Ainsi, les États-Unis simultanément paient pour détruire la production russe de diesel et supplient la Russie de lui vendre plus de diesel. Difficile de concevoir une politique plus incohérente".

L'article de The Atlantic donne du crédit à ce qui a longtemps été supposé ; que les tentatives de Trump d'obtenir un « accord » avec la Russie (plus récemment en important du diesel russe en Amérique pour faire baisser le prix des élections de mi-mandat) sont une tromperie destinée à persuader Moscou de conclure un accord (défavorable, dans l'optique du Kremlin) avec Trump.

Soucis avec Starlink

C'est une tromperie parce que la CIA poursuit sa propre guerre secrète (militaire) contre la Russie. Armée des informations fournies par la CIA, l'armée ukrainienne lance des frappes au plus profond de la Russie. Les satellites espions américains avertissent rapidement l'Ukraine de l'arrivée de missiles russes ; les renseignements américains identifient les cibles au plus profond de la Russie ; les satellites américains gèrent le réseau d'alerte de défense aérienne de l'Ukraine – et les officiers américains "dirigent les choses" sur le terrain, a déclaré un officier de la CIA à The Atlantic. Et son aile secrète est « enthousiasmé » par ses succès.

Les récents « bruits » concernant Starlink (le réseau Starlink a-t-il été activé ou a-t-il été ralenti ?) met en évidence de plus en plus clairement le dysfonctionnement inhérent à la contradiction institutionnelle américaine soulignée par le sous-titre de The Atlantic : « Ratcliffe persiste avec sa guerre de missiles contre la Russie pendant que Trump se montre gentil avec Poutine« .

Trump, d'une part, annonce un accord pour que la Russie vende son diesel sur le marché mondial ; la CIA, d'autre part, facilite activement les frappes ukrainiennes sur les raffineries russes (en moyenne, note The Atlantic, une fois tous les trois jours).

Clairement – quelle que soit la raison en coulisse – Trump ne choisit pas (ou ne peut pas choisir) d'exercer un contrôle sur la CIA. (Il pourrait annuler toutes les « Conclusions présidentielles » précédentes qui encadrent légalement ce que la CIA peut et ne peut pas faire et pourrait les remplacer par ses propres conclusions).

Tout ce que Trump a pu faire pour faire avancer son prétendu « accord de paix » a été de suspendre les communications Starlink et le partage de renseignements, ad interim, jusqu'à ce que Zelensky accepte d'arrêter de frapper les raffineries de carburant russes. La tempête fut terminée en quelques jours ; Starlink a été réactivé.

Comment devrions-nous analyser ces événements ? De toute évidence, l'État profond ne veut pas que « la CIA arrête de faire ce qu'elle fait« .

Les dirigeants russes comprennent-ils ce qui se trame avec la tromperie douce de Trump qui vise à apaiser la circonscription MAGA à la maison, alors que la CIA "est devenue trop douée à nuire à la Russie, au goût de Trump" ?

Le président Poutine, bien sûr, comprend parfaitement. C'est pourquoi la politique russe a pivoté vers une stratégie au niveau opérationnel visant à détruire l'infrastructure militairement utile de l'Ukraine, bannissant ainsi le spectre d'une attaque potentielle par l'ouest de la Russie pendant au moins une génération, peut-être plus. Comme le souligneDmitri Trenin : L'armée russe a lancé sa propre [campagne], abandonnant une partie de sa retenue auto-imposée … frappant les cibles qu'elle avait jusqu'ici évitées … [comme] un moyen "d'escalader pour désamorcer" – six à neuf mois de guerre aérienne intense en combinaison avec des avancées sur le terrain qui pourraient mettre fin au conflit.

La résilience éprouvée de la Russie dans cette guerre est supérieure à celle de l'Ukraine en termes matériels et à celle de l'Europe en termes non matériels, ce qui déterminera probablement ce qui se passera à l'avenir.

La question est plutôt de savoir si la CIA comprend ? Ou est-ce sur le modèle décrit par le général israélien Itai Brun (ci-dessus) que la CIA « sait » que la Russie perd. Et que la CIA "n'écoute pas, parce qu'elle est convaincue qu'elle sait déjà". Encore The Atlantic : « Personne ne connaît mieux l'état de la guerre et ses enjeux que les officiers de la CIA qui travaillent en Ukraine et surveillent le combat depuis leur quartier général ».

Augmentation de la dette de 492 milliards d'euros

Et les Européens, écoutent-ils ? Non plus, pas pour le moment. Le déni de certains membres de la classe politique peut être en train de se fissurer, mais reste néanmoins largement intact – principalement parce qu'aucun dirigeant européen n'a de plan réalisable pour mettre fin au foutoir qu'est l'Ukraine. Et, en même temps, aucun dirigeant européen ne sait comment l'UE peut financer l'Ukraine et sa guerre sans faire s'effondrer l'architecture financière même qui sous-tend l'Europe « libérale ».

Pourtant, ils comprendront bientôt pourquoi l'Europe est financièrement « fauchée » – la dette publique de la zone euro a augmenté de près de 492 milliards d'euros en seulement six mois. La dette de la France a atteint 119,1% du PIB, tandis que celle de l'Italie approche les 140%. La croissance économique ralentit, le chômage a augmenté, la confiance des consommateurs diminue et la BCE a déjà commencé à relever ses taux d'intérêt. Il n'y a « aucun moyen » que l'Europe puisse cracher les 155 milliards de dollarssupplémentaires que Zelensky réclame à l'Europe – d'autant plus que l'UE paie encore les versements du prêt de 90 milliards d'euros pour l'Ukraine qui était censé « aider à couvrir le financement jusqu'à la fin de 2027« .

La Russie est très consciente de la fracture de l'Europe. Comme Timofey Bordachev l'a dit crument à Valdai, « l'Europe occidentale s'effondre » :

Les troubles qui secouent plusieurs pays européens marquent une nouvelle phase de la crise systémique du continent … [reflétant] la convergence de deux problèmes à long terme qu'une grande partie de l'establishment politique européen s'est avérée incapable de résoudre. Le premier est l'épuisement du modèle socio-économique qui a soutenu la prospérité de l'Europe occidentale. Le second est l'absence depuis longtemps de souveraineté véritable de l'Europe occidentale … La [fonction] pratique de l'alliance [dirigée par les États-Unis] a été de préserver l'ordre politique existant. La transformation de cet ordre nécessiterait une réévaluation des relations avec Washington et une telle indépendance est quelque chose que ces gouvernements européens ne veulent pas, ou ne peuvent pas, envisager, depuis longtemps.

ALASTAIR CROOKE

ENTRE NOUS

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

TROIS CONSEILS CONTRE TROIS CHAMEAUX



Il était une fois, dans un village africain, un jeune homme nommé Kamangbèka, qui vivait paisiblement avec son épouse. Un jour, sa femme tomba enceinte. Désireux d'offrir une vie meilleure à sa famille, il décida de partir en aventure pour gagner de l'argent.

— Ma femme, je reviendrai un jour avec suffisamment de richesses pour rénover notre maison et assurer notre avenir, lui promit-il.

Mais les années passèrent. L'enfant naquit, grandit et apprit à marcher sans jamais connaître son père. Pendant ce temps, Kamangbèka travaillait dur, espérant amasser assez de biens pour rentrer dignement chez lui.

Ses efforts furent récompensés : on lui donna un premier chameau, puis un deuxième. Pourtant, il n'était toujours pas satisfait. Il voulait un troisième chameau pour pouvoir vendre les trois et rentrer avec une belle fortune.

Un jour, alors qu'il reprenait enfin le chemin du retour, il rencontra un vieil homme.

— Mon fils, si tu me donnes un chameau, je t'offrirai un conseil qui pourrait te servir toute ta vie.

Kamangbèka hésita.

« Un simple conseil vaut-il vraiment un chameau ? » se demanda-t-il.

Finalement, il accepta.

Le vieil homme lui dit :

— Premier conseil : si tu veux te reposer pendant ton voyage, choisis le soleil plutôt que l'ombre d'un arbre.

Kamangbèka trouva ce conseil absurde. Pourtant, il donna son premier chameau.

Le vieil homme poursuivit :

— Si tu rencontres un fleuve, ne te précipite pas pour le traverser. Observe d'abord les autres et attends de voir ce qui se passe.

Le jeune homme donna son deuxième chameau.

Enfin, le vieillard ajouta :

— Si tu rencontres une situation que tu ne comprends pas, garde le silence. Ne juge pas trop vite. Et si tu découvres quelque chose d'étrange chez toi, ne laisse pas la colère te commander. Prends le temps de comprendre avant d'agir.

Kamangbèka donna son dernier chameau.

Le voilà donc reparti sans argent, sans chameau et sans richesse, avec seulement trois conseils.

Sur le chemin, il se mit à regretter son choix.

— J'ai travaillé pendant des années pour revenir les mains vides ! À quoi me serviront ces paroles ?

Mais il continua sa route.

Le premier conseil lui sauva la vie

Après plusieurs heures de marche, Kamangbèka rencontra un homme et son épouse qui conduisaient un troupeau de bœufs. Ils lui offrirent du dêguê et lui proposèrent de les accompagner. Après avoir mangé, il voulut se reposer. Instinctivement, il se dirigea vers l'ombre d'un grand arbre. Mais il se rappela le premier conseil du vieil homme.

« Si tu veux te reposer, choisis le soleil plutôt que l'ombre d'un arbre. »

Il s'assit donc au soleil.

L'homme qui l'accompagnait se moqua de lui :

— Quel drôle d'homme ! Qui se repose au soleil alors qu'il y a de l'ombre ?

Quelques instants plus tard, un serpent venimeux sortit d'un trou au pied de l'arbre et mordit l'homme.

Celui-ci s'effondra et mourut.

Kamangbèka resta pétrifié.

Il venait de comprendre que ce conseil, qui lui semblait ridicule, lui avait sauvé la vie.

Il comprit alors qu'une parole peut paraître insensée aujourd'hui et devenir une bénédiction demain.

Le deuxième conseil lui évita la mort

Après ce drame, Kamangbèka aida la veuve à conduire les bœufs jusqu'au fleuve.

Arrivés sur la rive, les animaux traversèrent l'eau. La femme, pressée de les suivre, entra à son tour dans le courant.

Mais le fleuve était dangereux. L'eau l'emporta et elle disparut.

Kamangbèka voulut immédiatement se jeter à l'eau pour tenter de la sauver. Puis il se souvint du deuxième conseil :

« Ne traverse jamais un fleuve sans avoir observé ce qui se passe. »

Il attendit.

Lorsque le niveau de l'eau baissa, il traversa prudemment et rejoignit les bœufs. Il découvrit également un sac rempli d'argent appartenant au défunt.

Il rassembla le troupeau et prit le chemin de son village.

Cette fois, il ne regrettait plus ses chameaux.

Il comprenait que les conseils du vieillard valaient bien plus que les richesses qu'il avait abandonnées.

Le troisième conseil lui évita une tragédie

Après de longues années d'absence, Kamangbèka arriva enfin chez lui.

Il retrouva sa maison et appela son épouse.

Il lui montra les bœufs et l'argent qu'il avait rapportés.

— Ma femme, regarde ! Voici ce que j'ai ramené de mon aventure. Après tant d'années de travail, notre vie va enfin changer !

Mais quelque chose attira son attention.

Un jeune homme se trouvait auprès de son épouse et semblait toujours la suivre.

Kamangbèka sentit la jalousie monter en lui.

« Qui est ce garçon ? Est-ce l'amant de ma femme ? Pendant toutes ces années, m'aurait-elle trahi ? » La colère lui brûlait le cœur. Il voulait interroger son épouse, accuser le jeune homme et peut-être même commettre l'irréparable.

Mais, une nouvelle fois, il se rappela le troisième conseil :

« Lorsque tu ne comprends pas une situation, garde le silence. Ne laisse jamais la colère décider à ta place. » Il prit sur lui et ne dit rien.

Le lendemain, son épouse l'appela et lui présenta le jeune homme. — Mon mari, lorsque tu es parti, j'étais enceinte. Pendant toutes ces années, j'ai élevé notre enfant seule. Regarde-le aujourd'hui : voici ton fils !

Kamangbèka resta sans voix.

Ses yeux se remplirent de larmes. Il s'approcha du jeune homme, le serra contre sa poitrine et le couvrit de baisers.

— Mon fils ! Mon propre fils ! J'ai failli commettre une terrible erreur en te jugeant sans te connaître !

À cet instant, il comprit toute la valeur du troisième conseil.

S'il avait laissé sa jalousie prendre le dessus, il aurait peut-être détruit sa propre famille.

Il avait perdu trois chameaux, mais il avait gagné quelque chose de bien plus précieux : la vie, la fortune et la possibilité de retrouver son fils.

LA MORALE DE L'HISTOIRE

Les trois chameaux que Kamangbèka croyait avoir perdus lui avaient acheté trois leçons capables de lui sauver la vie.

* Premier conseil : ne méprise jamais une sagesse simplement parce que tu ne la comprends pas immédiatement.

* Deuxième conseil : la patience et l'observation peuvent te protéger des dangers que la précipitation te ferait ignorer.

* Troisième conseil : ne juge jamais une situation trop vite. Le silence, la maîtrise de soi et la recherche de la vérité peuvent empêcher des drames irréparables.

Dans la vie, tout ce qui semble être une perte n'est pas forcément un échec. Parfois, ce que nous abandonnons aujourd'hui nous protège d'un malheur demain.

Respecte les conseils des anciens, mais apprends aussi à observer, à réfléchir et à vérifier avant d'agir. Car une seule décision prise sous l'effet de la colère peut détruire ce que des années d'efforts ont construit.

Auteur : NIAGAMOUNA SIDIKI LE WASSOULOUNKÉ

Publié par choupibandita893 sur Facebook, dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, 2 novembre 2026

ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:44	12:33	15:28	17:51	19:14

EN QUALITÉ D'ENVOYÉ SPÉCIAL DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. ATTAF REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a été reçu mardi, en qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, par le président de la République du Tchad, chef de l'Etat, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, indique un communiqué du ministère.



"Le ministre d'Etat a transmis au président tchadien les salutations de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et lui a fait part de la satisfaction de ce dernier quant à la dynamique positive que connaissent les relations bilatérales dans tous les domaines ainsi que de sa détermination à œuvrer avec lui pour hisser ces relations à des perspectives plus larges", précise le communiqué.

A cette occasion, M. Attaf a remis au président tchadien une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, selon la même source.

La rencontre a permis d'évoquer "différentes questions régionales et internationales d'intérêt commun", le ministre d'Etat ayant réaffirmé "l'engagement de l'Algérie en faveur de la stabilité du Sahel et sa disponibilité à œuvrer avec les Etats de la région à l'instauration de la sécurité, au mieux des intérêts de tous ses pays et de leurs peuples", conclut le communiqué.

RA

EN MARGE DES TRAVAUX DE LA 56E SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'INFORMATION

M. MOHAMED BOUSLIMANI VISITE LE SIÈGE DE L'ÉTABLISSEMENT ÉGYPTIEN "AL-AHRAM"

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a visité, mardi en République arabe d'Egypte, le siège de l'établissement égyptien "Al-Ahram", en marge de sa participation aux travaux de la 56e session du Conseil des ministres arabes de l'Information, tenue les 3 et 4 novembre au siège du Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, M. Bouslimani a effectué une tournée dans les différents services du journal, où il a échangé avec ses responsables et journalistes et reçu des explications sur "les modalités de sa gestion et les moyens lui permettant de maintenir sa position de premier plan dans le paysage médiatique égyptien, en dépit de la concurrence des médias numériques et des défis de l'intelligence artificielle", précise la même source.

Lors de ses entretiens avec le président du conseil d'administration de l'établissement, Mohamed Fayez Farahat, le ministre de la Communication a évoqué "la question de hisser la coopération médiatique bilatérale au niveau des excellentes relations politiques liant l'Algérie et l'Egypte, conformément aux hautes orientations des présidents des deux pays, MM. Abdelmadjid Tebboune et Abdel Fattah Al-Sissi". Dans ce cadre, les deux parties ont abordé "la possibilité de conclure un accord de coopération entre les quotidiens Echaab et Al-Ahram", ajoute le communiqué.

RA

COOPÉRATION CULTURELLE

MME BENDOUDA ET SON HOMOLOGUE SAOUDIEN VISITENT LE SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, accompagnée du ministre de la Culture du Royaume d'Arabie saoudite, Son Altesse, le Prince Bader bin Abdullah bin Farhan Al Saoud, a effectué mardi une visite au Salon international du livre d'Alger (SILA), auquel le Royaume participe en tant qu'invité d'honneur.

Mme Bendouda, son homologue saoudien et la délégation les accompagnant ont entamé leur visite par le pavillon saoudien, où ils ont pris connaissance des différentes activités proposées dans le cadre du programme culturel du Royaume, ainsi que des ouvrages exposés couvrant divers domaines de la culture et des arts.

La délégation a également assisté à une prestation folklorique en direct, présentée par une troupe saoudienne vêtue de costumes traditionnels locaux, qui a mis en scène une partie du patrimoine artistique saoudien.

Les deux ministres se sont ensuite rendus au pavillon du ministère de la Culture et des Arts, où le ministre saoudien a reçu des explications sur les différentes publications. Ils ont également visité le stand de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA). Mme Bendouda qui avait effectué dans la matinée une visite au Salon, avait salué dans une déclaration, la participation de l'Arabie saoudite en tant qu'invité d'honneur, évoquant "un échange artistique et culturel diversifié", illustré par les prestations de troupes folkloriques saoudiennes qui ont "émerveillé" les visiteurs du Salon, leur permettant ainsi de découvrir une partie du patrimoine culturel saoudien.

Elle a mis en avant le rôle du SILA, qui constitue "une occasion pour les Algériens de découvrir d'autres cultures et de faire connaître également la culture algérienne au monde", en plus des projets liés au livre et des importantes rencontres culturelles et intellectuelles.

Elle a également affirmé que "l'Algérie mise sur la diplomatie culturelle", soulignant que "le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, insiste particulièrement sur le soutien à la culture et aux arts".

RC

CONCOURS DE LA FONDATION CULTURELLE CHEIKH ABI-EL-YAKDHANE

LES NOMS DES CHERCHEURS LAURÉATS CONNUS

La Fondation Culturelle Cheikh Abi-El-Yakdhane a annoncé les noms des chercheurs lauréats de la première édition du "Prix Cheikh Brahim Abi-El-Yakdhane de la Recherche Scientifique", a-t-on appris, mardi, auprès de la fondation.

Cette édition a connu la participation de 61 candidats issus de différentes régions du pays, dans le but d'encourager la recherche académique et de raviver l'héritage intellectuel et philosophique des figures emblématiques de l'Algérie.

Les travaux de cette première édition ont mis en lumière de manière centrale l'œuvre et la poésie de Cheikh Brahim Abi-El-Yakdhane, ainsi que la présence de la cause palestinienne dans sa pensée réformiste.

Les évaluations scientifiques ont ainsi abouti à l'obtention du premier prix par le chercheur Salaheddine Rekik, de la wilaya de Naama pour sa recherche intitulée : "Les manifestations de l'intertextualité dans le poème 'La Tragédie de la Palestine' du poète Cheikh Brahim Abi-El-Yakdhane ".

Le deuxième prix a été attribué à la chercheuse Ferdous Benyami, de Ghardaïa, pour son étude intitulée : "La cause palestinienne dans l'œuvre littéraire de Cheikh Brahim Abi-El-Yakdhane ".

Le troisième prix a, quant à lui, été attribué au chercheur Mohamed El-Amine Dourdouri, de Ouargla, pour sa recherche sur "La rhétorique argumentative dans la poésie de la réforme et de l'engagement chez Cheikh Brahim Abi-El-Yakdhane, la cause palestinienne comme modèle".

La fondation a salué le niveau élevé des recherches présentées par les 61 participants, ainsi que leur sérieux dans l'exploration des profondeurs de l'école réformiste algérienne et leur ancrage aux causes justes de la nation.

La date et les détails de la cérémonie officielle de distinction pour la remise des prix et des attestations honorifiques seront dévoilés dans les prochains jours.

Cheikh Brahim Abou-El-Yakdhane (1888-1973) est considéré comme le doyen de la presse algérienne et l'un des leaders les plus en vue du mouvement de réforme en Algérie pendant la colonisation française.

Membre éminent de l'Association des Ouléma musulmans algériens, il a consacré sa vie durant à défendre l'identité nationale et islamique et à combattre le colonialisme sous toutes ses forces.

RC